

COMMUNE DE SAINT TRIVIER SUR MOIGNANS (AIN)

PLAN LOCAL D'URBANISME



MODIFICATION 3



NOTICE DE PRESENTATION

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À LA
DÉLIBÉRATION DU

LE MAIRE



AGENCE 2BR (ARCHITECTES, URBANISTES, PAYSAGISTES)

582 ALLÉE DE LA SAUVEGARDE - 69009 LYON

TEL : 04.78.83.61.87 - FAX : 04.78.83.61.87 - EMAIL : AGENCELYON@2BR.FR

WWW.AGENCE-2BR.FR

SOMMAIRE :

I - CONTEXTE LEGISLATIF ET OBJETS DE LA MODIFICATION DU PLU	2
II - TEXTES REGISSANT LA MODIFICATION DU DOCUMENT D'URBANISME	3
III – RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL ET SUPRACOMMUNAL	3
III.1 Situation.....	3
III.2 Communauté de Communes de la Dombes	4
III.3 Les documents d'urbanisme supérieurs	5
III.4 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.....	6
III.5 Les périmètres de protection de l'environnement.....	7
IV – LES ELEMENTS DE LA PRESENTE MODIFICATION DU P.L.U.	8
IV.1 Création d'un Secteur de Taille et de Capacité Limitée	8
IV.1.1. Le lieu-dit-La Vallée	8
IV.1.2. Le détail des aménagements réalisés et envisagés.....	10
IV.1.3. L'environnement du site	12
IV.1.4. Les réseaux raccordés.....	12
IV.1.5. Les modifications nécessaires du PLU	12
V – LES MODIFICATIONS APORTEES.....	14
V.1 Modification du règlement écrit.....	14
V.1.1. Article A2 relatif aux occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières	14
V.1.2. Article A4 relatif à la desserte par les réseaux	14
V.1.3. Article A9 relative à l'emprise au sol	15
V.1.4. Article A11 relatif à l'aspect des construction.....	15
V.1.5. Article A12 relatif au stationnement.....	16
V.2 Ajout d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation	16
V.3 Modification du règlement graphique	17
VI - COMPATIBILITE AVEC LE PADD ET LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME	19
VI.1 Compatibilité avec le PADD du Plan Local d'Urbanisme	19
VI.2 Compatibilité avec les documents d'urbanisme supérieurs	22
VII – UN PROJET QUI S'INSCRIT DANS UNE DEMARCHE ITERATIVE SOUCIEUSE DE LIMITER SES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT	40
VII.1 Synthèse des impacts et de leur prise en compte.....	40

I - CONTEXTE LEGISLATIF ET OBJETS DE LA MODIFICATION DU PLU

Le plan local d'urbanisme de Saint-Trivier-sur-Moignans a été approuvé par délibération du conseil municipal du 24 Novembre 2016 au terme d'une procédure de révision du POS. Ce document d'urbanisme a fait l'objet de quelques adaptations depuis cette période :

- Modification n°1, approuvée par délibération du Conseil Municipal le 20/02/2020, visant à supprimer un emplacement réservé, à délimiter une zone 2AU et apporter une modification du règlement sur le coefficient d'espace libre.
- Modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal le 17/09/2020 visant à corriger deux erreurs matérielles au sein du règlement.

Les objets de cette troisième modification du PLU portent sur la création d'un Secteur de Taille et de Capacité Limitée, visant à stabiliser une activité de loisirs de plein air de type cirque et ferme pédagogique implantée en zone agricole.

A titre d'information, plusieurs procédures sont en cours de manière concomitante :

- La modification n°2, visant à encadrer de manière plus stricte les habitations en zone agricole, à mettre à jour la liste des placements Réservés et à supprimer une erreur matérielle dans le règlement écrit.
- La modification n° 4, ayant pour but la création de Secteurs de Taille et de Capacité Limitée (STECAL), dédié pour la prise en compte d'un établissement recevant du public agréé pour de l'hébergement de type dortoirs et l'organisation d'événements de type mariages / séminaires.

Les modifications n° 2 et 4 qui sont en cours d'avancement n'ont aucune interaction, et ne se remettent pas en cause mutuellement. En effet, ces modifications mettent en avant des éléments distincts.

Bien que certaines pièces du dossier de Plan Local d'Urbanisme soient modifiées plusieurs fois, ces dernières ne relèvent aucune contradiction dans leur contenu.

Au gré de l'état d'avancement de chacune de ces procédures, le contenu de la présente modification pourra annexer certaines modifications au moment de l'approbation et de la mise au propre du document d'urbanisme finalisé.

II - TEXTES REGISSANT LA MODIFICATION DU DOCUMENT D'URBANISME

La procédure requise pour la modification énoncée précédemment est celle du régime général de la modification du PLU prévue par l'article L 153-36 du Code de l'Urbanisme.

Dans la mesure où l'évolution du document d'urbanisme n'a pas pour objet d'apporter de changement soumis à la procédure de révision prévue à l'article L 153-31 du Code de l'Urbanisme elle relève donc d'une procédure de modification. En effet, la procédure de modification n° 3 :

- Ne change pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables,
- N'a pas pour effet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- Ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Conformément à l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification est soumis à enquête publique car les modifications apportées dans les zones A et N auront pour impact de modifier les droits à construire non prévus initialement dans ces zones.

Le projet de modification éventuellement corrigé pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers de l'Ain, sera approuvé par délibération du conseil municipal.

III – RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL ET SUPRACOMMUNAL

III.1 Situation

Saint-Trivier-sur-Moignans est une commune du département de l'Ain en région Rhône-Alpes-Auvergne. Ce territoire de 4199 hectares est situé à 30 kilomètres de Bourg-en-Bresse. Il appartient à la Communauté de Communes de la Dombes (dont le siège est situé à Chatillon-sur-Chalaronne).

Le territoire communal est bordé par les communes de :

- Chaneins, Baneins, Relevant, Sandrans, Bouligneux et Sainte-Olive membres de la Communauté de Communes de la Dombes ;
- Villeneuve, membre de la Communauté de Commune de la Dombes Saône Vallée ;
- Francheleins, membre de la Communauté de Commune Val de Saône Centre ;

La commune est donc située à l'interface entre trois intercommunalités :

- La Communauté de Communes de la Dombes, dont le siège est situé à Chatillon-sur-Chalaronne, à 8 km au Nord-Est de la commune
- La Communauté de Communes Dombes Saône Vallée, dont le siège est situé à Trevoux, à 19 km au Sud-Ouest de la commune
- La Communauté de communes Val de Saône Centre, dont le siège est situé à Montceau, à 9 km à l'Ouest de la commune.

La commune est constituée d'un bourg central, et d'une myriade de fermes isolées.

Le bourg est situé au croisement de plusieurs routes départementales importantes :

- La RD936 (de Saint-Didier-de-Formans à Bourg-En-Bresse, en passant par Chatillon-sur-Chalaronne)
- La RD27 (de Montmerle-sur-Saône à Marlieux)
- La RD66 (de Massieu à Pont-de-Veyle)

Sur ses limites Est, la commune est traversée par la RD82, qui permet de rallier Chatillon-sur-Chalaronne à Miribel, en passant par Saint-André-de-Corcy.

Les paysages sont caractéristiques de la Dombes, c'est-à-dire des ensembles de plans d'eau et de zones humides intégrés dans des espaces agricoles ouverts.

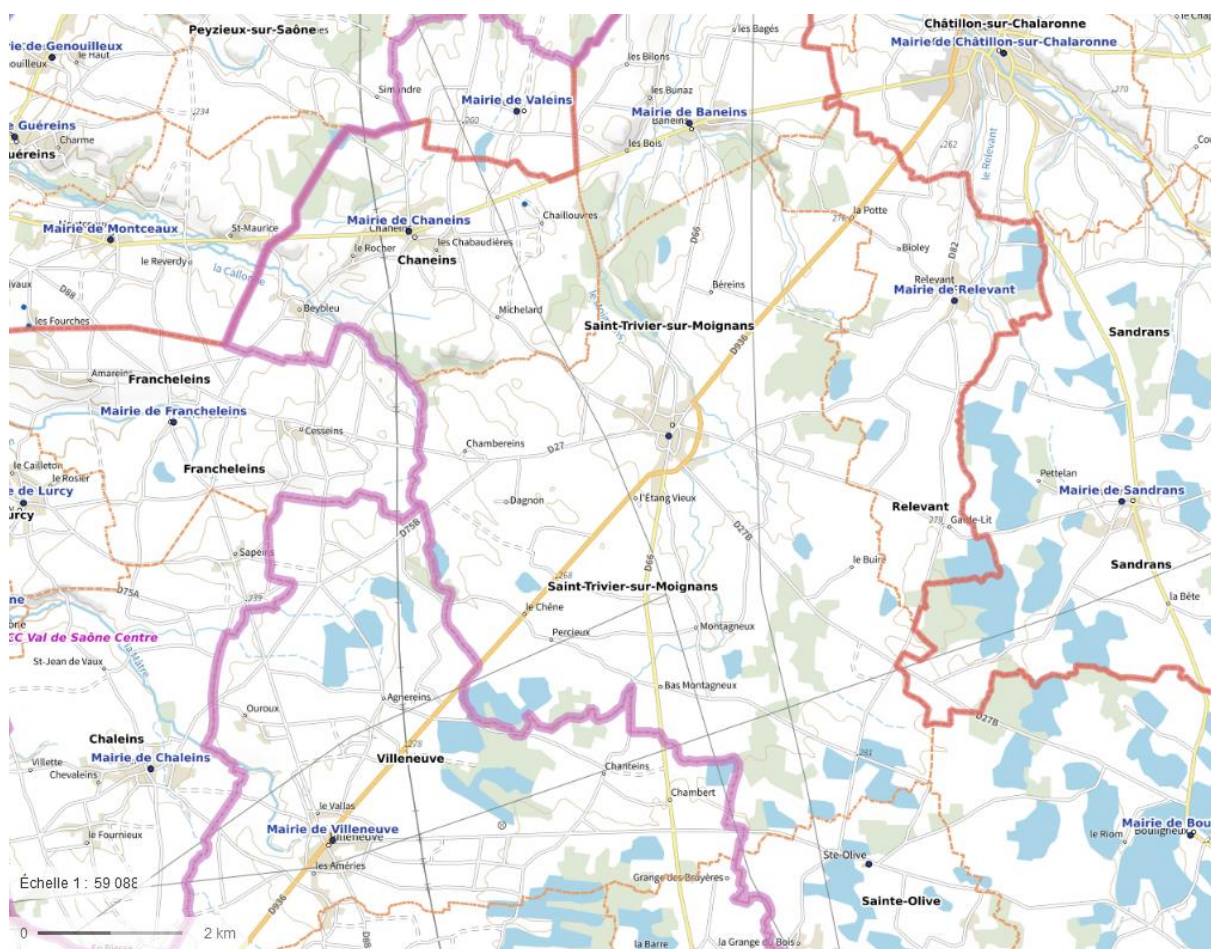


Figure 1 - Situation de Saint-Trivier-sur-Moignans - Source : Géoportail

III.2 Communauté de Communes de la Dombes

La commune fait partie de la Communauté de Communes de la Dombes.

Cet EPCI est issu de la fusion de la Communauté de Communes Chalaronne Centre, la Communauté de Communes Centre Dombes et la Communauté de Communes du canton de Chalamont, par arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2017.

Elle regroupe 36 communes, soit 38 mille habitants sur un territoire de 621 km².

Les principales communes qui sont membres de cette intercommunalité sont :

- Châtillon-sur-Chalaronne, 4886 habitants en 2016
- Villars-les-Dombes, 1628 habitants en 2016
- Saint-André-de-Corcy, 3241 habitants en 2016
- Chalamont, 2406 habitants en 2016

- Mionnay, 2132 habitants en 2016.

Elle affiche les compétences suivantes :

- Aménagement de l'espace, et notamment l'élaboration d'un SCOT
- Développement économique : politique locale commerciale, zones d'activités, promotion du tourisme
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets ménagers
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- Protection et mise en valeur de l'environnement
- Logement social
- Petite enfance, crèche
- Gestion des maisons de service au public
- SPANC
- Actions culturelles, sportives et d'enseignement
- Accessibilité des PMR

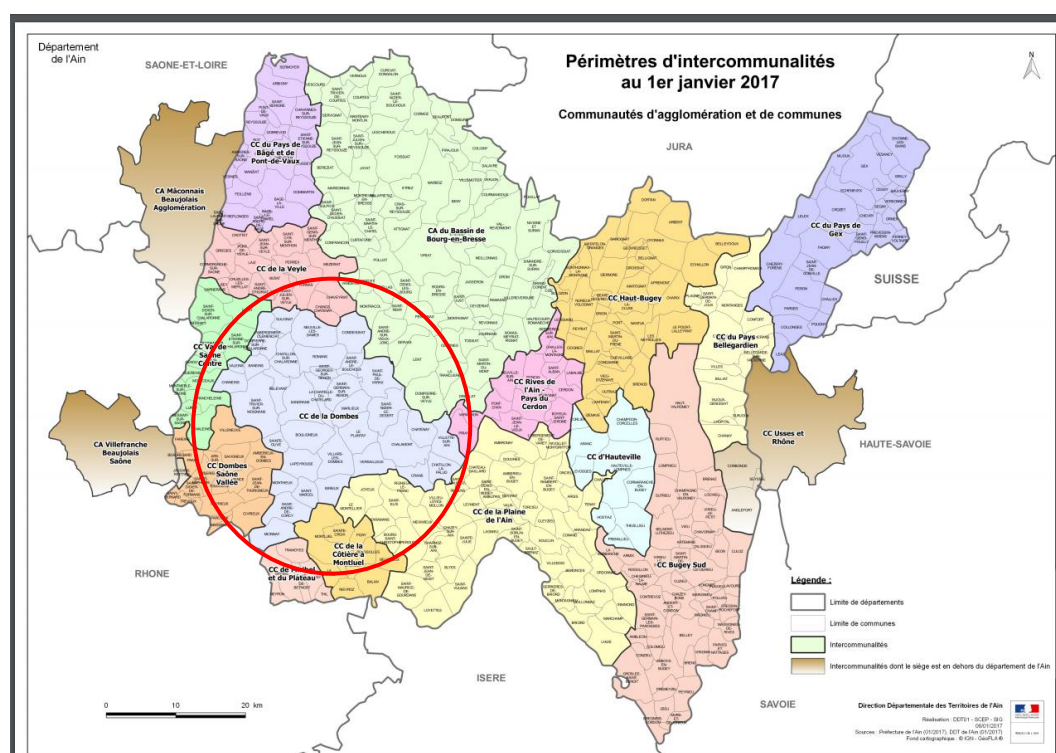


Figure 2 - Carte des intercommunalités de l'Ain, en date du 1er janvier 2017. Source : www.ain.gouv.fr

III.3 Les documents d'urbanisme supérieurs

La commune était comprise dans le territoire du SCOT de la Dombes approuvé le 19 juillet 2006. Initialement prévu sur 29 communes du territoire dombiste, son périmètre a évolué par arrêté préfectoral du 24 Octobre 2014 pour comprendre 7 communes supplémentaires. Porté par la Communauté de Communes de la Dombes depuis sa création en 2017, le SCoT a fait l'objet d'une révision.

La version 2 du SCoT en vigueur a été approuvée par délibération du Conseil communautaire de la Dombes le 05 mars 2020.

Les SCOT sont des documents d'urbanisme intégrateurs des documents d'ordre supérieurs. Le PLU de Saint-Trivier-sur-Moignans doit donc s'inscrire en compatibilité avec son Document d'Orientations et d'Objectifs.

III.4 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU de Saint-Trivier-sur-Moignans fixe le projet de développement de la commune pour toute la période d'application du PLU. Il se compose de 2 grands objectifs :

- Une territoire attractif et accueillant
- Assurer la conservation et la mise en valeur des paysages, support de la biodiversité

Un territoire attractif et accueillant :

- S'appuyer sur le bourg pour organiser le développement urbain : En cohérence avec les objectifs du SCoT de 2006, la commune envisage d'accueillir de nouveaux habitants, en proposant la création de 177 nouveaux logements. Pour y parvenir, la commune compte sur un potentiel de renouvellement urbain conséquent, soit 50 constructions estimées en dent creuse, puis sur l'ouverture à l'urbanisation de tènements situés à l'ouest du bourg sur une assiette de 6 ha. En dehors du bourg et de ses abords, le maître mot est de favoriser le maintien de l'activité agricole et de n'accepter aucune urbanisation supplémentaire.
- Renforcer la complémentarité des secteurs d'équipement : conscient que la majorité des équipements et aménités communales sont implantées dans le centre-bourg, la commune insiste sur le fait de les conforter et de les étoffer. Le centre bourg pourra donc faire l'objet de plusieurs aménagements visant à le rendre plus attractif (protection du patrimoine, requalification d'espaces publics). Conforter le site de la nouvelle école, et créer une zone tampon autour du bourg afin de proposer un cadre de vie agréable et sécurisé. La commune envisage également de renforcer son maillage modes doux afin de faciliter les déplacements non motorisés entre les différents tissus de la commune.
- Apaiser les circulations : Puisque située à l'interface de plusieurs routes départementales fortement empruntées, la commune est la proie des nuisances sonores et d'un appel à la mise en sécurité. Pour ce faire, il a été décidé l'aménagement d'une rocade, ce qui permettra aux flux routiers de contourner le bourg et ainsi apaiser son centre. De même, certaines rues structurantes seront renforcées et réaménagées. Les usages et modes de déplacements seront repartagés et les accès aux transports en commun renforcés.
- Soutenir une économie locale de proximité : La commune dispose de zones d'activités qui permettent d'accueillir des entreprises et ainsi générer des emplois au niveau local. Aussi, il est envisagé d'étendre ces capacités d'accueil et compléter leur fonctionnement. Les deux zones d'activités existantes seront renforcées et une troisième zone sera aménagée sur une emprise de 10 hectares. Par ailleurs, les commerces de proximité implantés dans le centre-bourg doivent être préservés. L'activité agricole, aussi très prégnante sur le territoire communal doit aussi pouvoir s'exprimer dans les meilleures conditions.

Concevoir un projet respectueux de l'environnement et des paysages :

- Un projet soucieux de respecter son environnement : Protéger les milieux naturels sensibles présents en masse sur la commune, à savoir les zones Natura 2000, les ZNIEFF. Afin de préserver la fonctionnalité et les liens naturels qui permettent aux réservoirs de biodiversité de se mouvoir, la Commune souhaite identifier et préserver les corridors écologiques, notamment constitués de bocages, de zones humides, de boisements. Elle souhaite également privilégier le développement des actions visant à favoriser le cycle de l'eau et les économies d'énergie, notamment en diversifiant l'offre de logement, en limitant la consommation des espaces agricoles et en proposant un projet compatible avec les capacités énergétiques du territoire. S'assurer de la perméabilité des sols, en prévoyant des leviers réglementaires qui puissent permettre aux nouvelles constructions de favoriser la circulation des eaux de pluie, la protection de l'eau potable et leur réutilisation vertueuse.

- Maintenir le cadre rural du territoire : Valoriser le paysage, en caractérisant son identité et en le protégeant : points de vue, entrées de ville, petit patrimoine. Renforcer la part de Nature dans les aménagements urbains.

III.5 Les périmètres de protection de l'environnement

Le territoire de Saint Trivier-sur-Moignans est concerné par de nombreuses sensibilités environnementales. A ce titre, la présente procédure fait l'objet d'une évaluation environnementale, dont le contenu est décliné dans une pièce spécifique du dossier.

L'ensemble de ces éléments sont étudiés avec précision dans l'étude d'évaluation environnementale

IV – LES ELEMENTS DE LA PRESENTE MODIFICATION DU P.L.U.

IV.1 Création d'un Secteur de Taille et de Capacité Limitée

IV.1.1. Le lieu-dit-La Vallée

La ferme située au Lieu-dit « La Vallée », constituée d'une habitation et de deux granges, a perdu son caractère agricole depuis des décennies. Implantée à proximité de la RD 936, à cheval entre le bourg de Saint-Trivier et Châtillon-sur-Chalaronne, cet écart est déjà représenté sur le cadastre napoléonien de 1832.

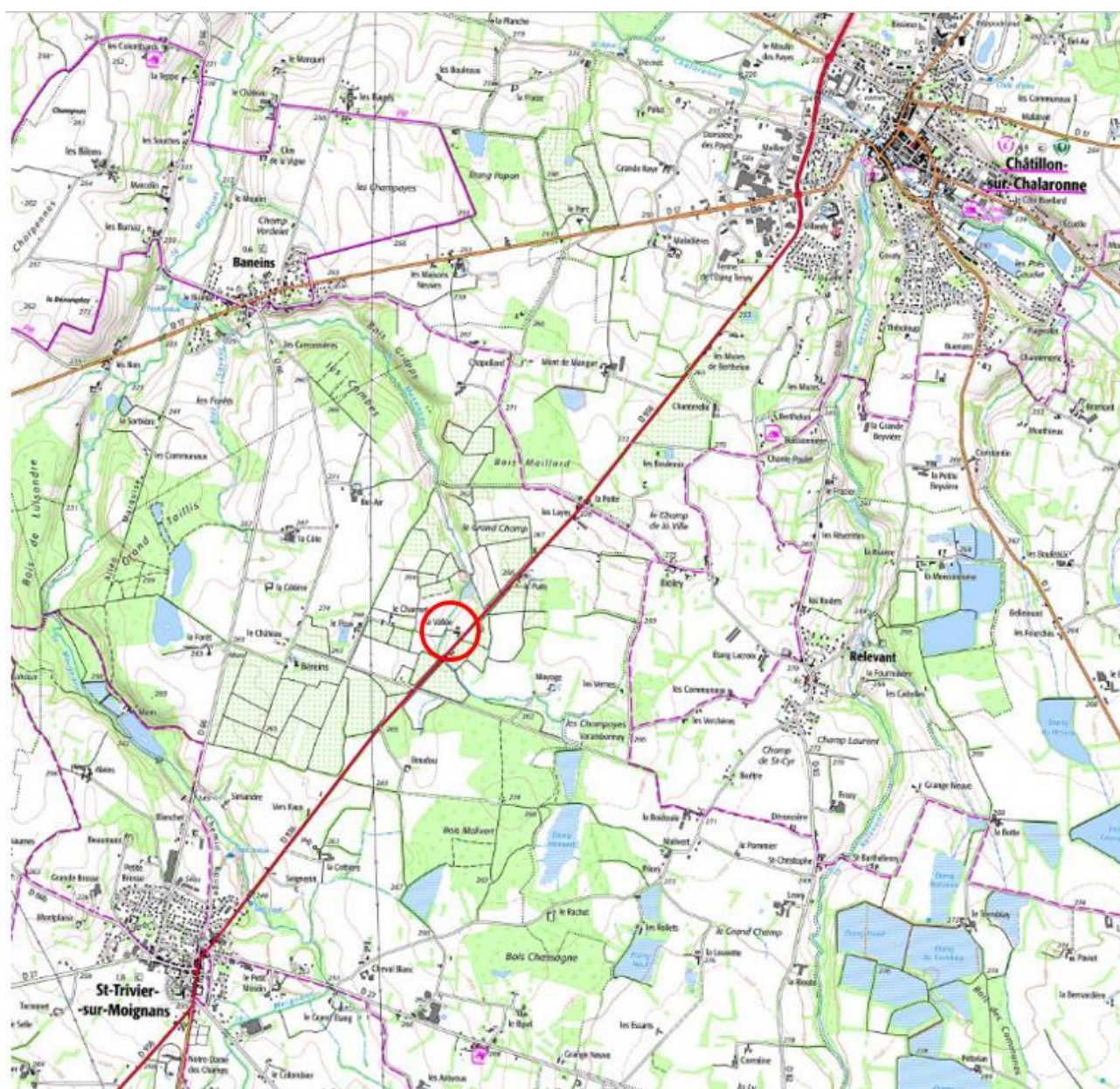


Figure 3 - Localisation du Lieu-dit "La Vallée" - Source : Geoportail.fr

Le site, qui a perdu toute vocation agricole depuis longtemps, a été revendu en janvier 2021 dans le cadre d'une convention signée avec la SAFER avec pour objectif un projet de valorisation agricole, culturel et artistique. Dans le cadre de cette convention, l'acquéreur a pris engagement de développer une activité de pension de chevaux mais aussi de ferme pédagogique en usant de son statut d'exploitant agricole ou de cotisant solidaire.

Cette activité s'est étoffée avec l'installation progressive d'un élevage de chevaux comtois et de chèvres naines de compagnie. Et surtout avec l'installation d'équipements démontables liés aux arts du cirque car l'un des requérants est membre de la Fédération Française de Cirque.

Ainsi donc, le domaine a maintenu son caractère agricole, via l'activité de pension équine, d'élevage et de ferme pédagogique, mais voit également son activité se diversifier vers des activités de loisirs pédagogiques, d'accueil du public et d'activités artistiques. Certaines parcelles, bien qu'aménagées avec des structures démontables et respectueuses du caractère agricole initial, voient leur destination évoluer.



Figure 4 - Plan de situation des activités au Lieu-Dit "La Vallée" - Source 2BR

Ainsi, le domaine est recoupé en plusieurs activités :

- Une activité d'élevage et de pension de chevaux, sur un espace de 12 hectares, essentiellement classés en zone Agricole.
- Une activité de ferme pédagogique, implantée au Nord des constructions, comprenant des installations légères : enclos, boxes pour différentes espèces animales (chèvres, moutons, porcs, boucs, tortues, volailles, lamas), le tout sans aucune fondation.
- Une activité liée aux arts du cirque, composée exclusivement d'installations démontables et également sans fondations : un chapiteau, un dôme réservé pour la voltige, des barnums, tous composés de structures métalliques posées au sol. Ces éléments sont étoffés de diverses installation légères permettant à un public d'accéder au minima sanitaire (caravanes requalifiées en toilettes pour hommes et pour femmes, PMR, une caravane d'accueil).
- L'habitation et corps de ferme du propriétaire, disposé sur deux étages, d'une superficie de 1250m², granges et dépendances comprises.
- Depuis l'acquisition du Domaine par le nouveau requérant, un espace de stationnement gravillonné a été aménagé à l'entrée du site, depuis la RD936.

L'ensemble des structures du site sont d'ores et déjà aménagées, et comme indiqué plus haut, cet ensemble est démonté chaque année en fin de saison.

Néanmoins, afin d'asseoir sa vocation pédagogique et artistique, le site doit être ajusté à la marge afin d'accueillir du public (et notamment un public scolaire) en toute sécurité. C'est pourquoi, les aménagements restants à réaliser concernent la mise en sécurité et l'hygiène des lieux pouvant recevoir du public, tels que définis dans le code de la Construction et d'Habitation. Les aménagements restant à réaliser dans ce cadre devront à la fois respecter les normes de sécurité tout en respectant le caractère agricole des lieux.

IV.1.2. Le détail des aménagements réalisés et envisagés

Deux catégories d'aménagements sont à comptabiliser sur ce secteur :

- Les aménagements et installations déjà réalisés, comprenant le bâti existant sur site et qui n'est pas appelé à évoluer ;
- Les aménagement et installations à prévoir, notamment pour des mesures d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité, car l'ambition du projet est de pouvoir accueillir du public en quantité raisonnable, et notamment des écoliers.

Les aménagements et constructions déjà réalisées dans le cadre de l'école de cirque :

Pour la partie la plus à l'est, dédiée pour l'accueil du public et la pratique d'activités de type « jeux du cirque », l'ensemble des structures et ouvrages ont d'ores et déjà été mis en place :

- Un chapiteau de cirque de 18 x 23 mètres, d'une hauteur de 9 mètres, soit 400m² de surface de plancher, composé de structures métalliques, d'une bâche, d'une capacité d'accueil maximale de 200 personnes (soit un ERP de 5^e catégorie), mais dont l'usage n'est pas destiné à accueillir tant de public pour des raisons techniques ;
- Deux barnums, chacun de 100m² environ, qui doivent être implantés à moins de 200 mètres du chapiteau, selon les règles en vigueur. Leur structure est similaire à celle du chapiteau et ont un caractère démontable.
- Autres équipements métalliques démontables, tels qu'un dôme voltige d'une surface de plancher de 40m²,
- Des caravanes aménagées en toilettes publiques et en structure d'accueil, qui sont certes, sans fondations et déplaçables, mais dont l'usage pressenti ne les rend plus mobiles. Elles deviennent donc, sur le plan réglementaire, des constructions. Soit une emprise au sol totale de 100m².

L'ensemble des équipements et structures représentant donc une surface de plancher maximale de 750 m².

Un accès sécurisé depuis la route départementale, avec une entrée / sortie unique, un espace de giration pour deux bus à l'intérieur du site été aménagé.

Il permet d'accéder à un espace de stationnement constitué de graviers et matériaux perméables et laissant les eaux pluviales s'infiltrer. L'ensemble a une surface au sol de 900m²

Il est important de rappeler que ces éléments doivent être démontés chaque automne afin de les protéger des intempéries. Par ailleurs, le site n'étant dédié à accueillir du public qu'en période de beau temps, ce dernier sera entièrement démonté chaque hiver sans exception.

L'habitation et siège d'activité est située à proximité.

Les aménagements et constructions restant à réaliser :

La vocation de ce site est de pouvoir accueillir du public, et parfois du public scolaire. Il convient donc d'adapter les aménagements présents pour les rendre propres à leur usage d'Etablissement Recevant du Public de 5^e catégorie.

Pour ce faire, il est donc indispensable de réaliser quelques aménagements complémentaires :

- Des mesures de sécurité et d'accessibilité liées à la vocation à accueillir du public :
 - Un accès pompier qui serait situé idéalement le long de la RD936 afin de permettre aux secours d'accéder rapidement jusqu'à l'ensemble des espaces accessibles au public.
- Des mesures d'hygiène liées à la vocation à accueillir du public :
 - L'aménagement d'un système d'assainissement autonome, du fait que le site ne soit pas raccordé au système d'assainissement communal et que les effluents susceptibles d'être produits avec l'accueil du public serait plus important que d'accoutumée pour un espace isolé de ce type. Soit un système d'assainissement avec une capacité de traitement pour 100 EH, dont l'installation sera validée techniquement et réglementairement avec l'aide du SPANC.

Soit une emprise au sol à prévoir supplémentaire de 200m², tous avec des revêtements perméables, hormis le système de traitements des eaux usée autonome, qui pour des raisons techniques, ne peut y prétendre.

	Emprise au sol initiale sur site	Emprise au sol prévue en supplément	Emprise au sol totale prévue
Constructions			
Cirque – WC et accueil du public	750 m²	Néant	750m²
TOTAL	750 m²	Néant	750 m²
Aménagements			
Stationnement	600m²	Néant	600m²
Giration bus et accès	300m²	Néant	300m²
Voie pompiers	Néant	300m²	300m²
Système d'épuration	Néant	30m²	30m²
TOTAL	900m²	330m²	1230m²
TOTAL GENERAL	1 650 m²	330 m²	1 980 m²

Lorsque l'ensemble des aménagements et constructions seront réalisés, l'ensemble aura une surface au sol, génératrice de surface de plancher, ou non, de moins de 2000m².

IV.1.3. L'environnement du site

Le site s'inscrit en zone agricole, à distance raisonnable des autres constructions (le bâtiment le plus proche est une habitation implantée à 93 mètres des bâtiments du domaine, et à plus de 100 mètres du site pédagogique). Il est situé à 1.2 kilomètres du siège d'activité agricole le plus proche.

Sur le plan environnemental, le site :

- Est implanté à proximité immédiate du Masanand. Il s'agit d'un petit affluent du Moignans, qui prend sa source vers l'Etang Malivert, situé à la frontière entre les communes de Saint-Trivier et Relevant, et se jette dans le Moignans aux abords du bourg de Baneins. Il ne s'agit pas d'un cours d'eau des plus sensibles car non identifié comme corridor écologique d'importance régionale (il n'est pas identifié par le SCOT de la Dombes, ni par le SRCE Rhône Alpes), néanmoins il est indispensable de lui reconnaître une importance locale. En effet, il s'agit d'une Trame Bleue permettant de connecter différents espaces naturels sensibles entre eux, et notamment le réseau Natura 2000 qui est très présent dans cette région.
- Est implanté à distance raisonnable des sites Natura 2000 (à 550 mètres du site le plus proche), des Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique de type 1 (à 1 kilomètre du site le plus proche). Il est situé au cœur d'une ZNIEFF de type 2 « Ensemble formé par la Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière », comme 80% du territoire communal, et au cœur du ZICO de la Dombes, comme la totalité du territoire communal. Il est également situé à plusieurs kilomètres de la zone humide la plus proche répertoriée par le Département de l'Ain. A noter la présence d'un petit plan d'eau au Nord du site qui est artificiel. Les photographies aériennes attestent de son aménagement au début des années 1990.

IV.1.4. Les réseaux raccordés

Le site est alimenté en eau potable et est couvert par une borne incendie. En effet, ces réseaux suivent le cours de la route départementale.

En matière d'assainissement, le site est implanté à plusieurs kilomètres du réseau le plus proche. En concertation avec le SPANC, il sera donc envisagé l'aménagement d'un système de gestion autonome dont les effluents, traités selon les normes en vigueur, se déversera dans le Masanand.

IV.1.5. Les modifications nécessaires du PLU

Les parcelles concernées par ces aménagements sont classées en zone A. En concordance avec les règles édictées par la loi, et par le Code de l'Urbanisme, les constructions et aménagements autorisés sur ce secteur sont interdites, sauf si elles sont liées et nécessaires aux activités agricoles.

Bien que la quasi-totalité des aménagements réalisés et à mettre en œuvre ont un caractère temporaire et démontable, qu'elles n'entraînent aucune artificialisation de sols agricoles présents sur site (hormis pour l'aménagement d'un système de gestion d'assainissement autonome), la zone est actuellement incompatible avec l'accueil de public et les loisirs liés aux jeux du cirque.

Il convient de faciliter l'élaboration de ce projet en autorisant la sous-destination adaptée, ainsi que les aménagements nécessaires pour leur bon fonctionnement et leur mise en accessibilité / sécurité. Soit une emprise au sol théorique maximale de 2000m² de constructions et aménagement.

Ces chiffres comprenant les aménagements et constructions déjà présentes sur site.

Le règlement oblige les requérants à se raccorder au réseau d'assainissement collectif de la commune, il est nécessaire, vu l'éloignement du site par rapport aux réseaux, et vu ses ambitions en matière d'accueil de public, de lui autoriser exceptionnellement la possibilité d'aménager un système d'assainissement de type autonome.

A ce titre, la modification n°3 du PLU prévoit la création d'un Secteur de Taille et de Capacité Limitée (dit STECAL), au titre de l'article L.151-13 du Code de l'Urbanisme.

Comme il est d'accoutumée, et selon la loi, ledit projet de création fait l'objet d'une analyse par la Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (dite CDPENAF), du département de l'Ain, et doit recourir sa validation préalable.

Par ailleurs, une Orientation d'Aménagement et de Programmation spécifique est rédigée pour encadrer son aménagement.

V – LES MODIFICATIONS APPORTEES

Les modifications apportées au PLU en vigueur concernent les pièces suivantes :

- **Le règlement écrit**, plus spécifiquement les règles établies en zones A, avec la création d'une sous-zone Acl.
- **Le règlement graphique**, avec la matérialisation de cette sous-zone.

V.1 Modification du règlement écrit

V.1.1. Article A2 relatif aux occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Une sous-zone a été ajoutée dans l'article, dans la suite des règles applicables en zone A, et en sous-zone Ap. Elle rappelle l'ensemble des aménagements et constructions autorisés sous conditions d'emprise au sol définie plus haut, mais aussi à la condition de ne pas nuire au caractère agricole des lieux, et il s'agit là d'une priorité forte.

Version du PLU modifié

Dans la zone Acl, sont admises sous conditions les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions et aménagement nécessaires :
 - o A l'activité agricole et pédagogique : exploitation agricole, pension équine ;
 - o Aux activités de type cirque, spectacles vivants et animations pédagogiques : chapiteaux, barnums, dôme de voltige, structures d'accueil du public ;
 - o Aux aménagement liés au fonctionnement du site (stationnement, voie de desserte, assainissement autonome, sécurité et accessibilité) et sous condition d'être constitués de matériaux perméables.

Tout autre usage y est interdit. Les constructions et aménagements devront :

- o être réalisés de manière à ne pas compromettre le caractère agricole du site
- o respecter le contenu de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation dédié pour ce site.

V.1.2. Article A4 relatif à la desserte par les réseaux

Attendu que ce secteur est dénué de réseau d'assainissement collectif et que ce dernier est situé à plusieurs kilomètres du site, il est exceptionnellement autorisé l'aménagement d'un système d'assainissement autonome. Aussi, cet élément est écrit dans l'article dédié.

Version du PLU en vigueur

2. Eaux usées

Toute construction occasionnant des rejets d'eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement d'eaux usées par un dispositif d'évacuation de type séparatif, conformément au zonage d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées d'origine industrielle et artisanale dans le réseau public d'assainissement, si elle est autorisée, doit être assortie d'un prétraitement approprié à la composition et à la nature des effluents.

Version du PLU modifié
<p>2. Eaux usées</p> <p>Toute construction occasionnant des rejets d'eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement d'eaux usées par un dispositif d'évacuation de type séparatif, conformément au zonage d'assainissement.</p> <p>Dans la zone Acl, un dispositif d'assainissement autonome et aux normes en vigueur pourra être aménagé en compatibilité avec les préconisations du SPANC.</p> <p>L'évacuation des eaux usées d'origine industrielle et artisanale dans le réseau public d'assainissement, si elle est autorisée, doit être assortie d'un prétraitement approprié à la composition et à la nature des effluents.</p>

V.1.3. Article A9 relative à l'emprise au sol

Les règles d'emprise au sol, déjà indiquées dans l'article A2 sont remémorées dans l'article spécifique à l'emprise au sol et donne des limites claires à ces éléments.

Version du PLU en vigueur
<p>Article A 9 : Emprise au sol</p> <p>Les extensions des constructions à usage d'habitation ne doivent pas conduire à une augmentation de 30% de l'emprise au sol existante et dans la limite de 200 m² de surface de plancher et ce une seule fois à la date d'approbation du PLU.</p> <p>Les annexes à une habitation existante ne doivent pas excéder une emprise au sol totale et cumulée de 50 m².</p>
Version du PLU modifié
<p>Article A 9 : Emprise au sol</p> <p>Les extensions des constructions à usage d'habitation ne doivent pas conduire à une augmentation de 30% de l'emprise au sol existante et dans la limite de 200 m² de surface de plancher et ce une seule fois à la date d'approbation du PLU.</p> <p>Les annexes à une habitation existante ne doivent pas excéder une emprise au sol totale et cumulée de 50 m².</p> <p>En zone Acl :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emprise au sol des constructions destinées aux activités culturelles et de loisirs liés au cirque, ne doit pas dépasser 750m² ; - les aménagements de stationnement, voies et aires de retournement, ne doivent pas dépasser 1250m² et réalisés en matériaux perméables.

V.1.4. Article A11 relatif à l'aspect des construction

Du fait que les aménagements et structures présents sont liés et nécessaires à des activités de loisirs de type cirque, ces éléments ne correspondent pas aux standards en matière d'insertion paysagère et de normes constructives traditionnellement usités pour des bâtiments, notamment en zone agricole. C'est pourquoi, il est utile d'ajouter que les règles instituées en matière d'aspect des constructions dans leur globalité, ne s'appliquent pas en zone Acl.

Version du PLU modifié
<p style="text-align: center;">2. ASPECT DES CONSTRUCTIONS</p> <p style="text-align: center; color: red;">Ces règles ne s'appliquent pas aux constructions et installations implantées en zone Acl.</p>

V.1.5. Article A12 relatif au stationnement

Il est ici important de rappeler les limites autorisées pour les espaces de stationnement et de giration pour les visiteurs qui sont pressenties pour ce site.

Version du PLU en vigueur
<p>Article A 12 : Stationnement</p> <p>Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.</p>
Version du PLU modifié
<p>Article A 12 : Stationnement</p> <p>Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.</p> <p style="color: red;">En zone Acl, les espaces de stationnement, de circulation et de giration ne doivent pas dépasser 1250m² et doivent être aménagés avec des revêtements perméables.</p>

V.2 Ajout d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation

L'ensemble du tènement classé en zone Acl est encadré par une nouvelle Orientation d'Aménagement et de Programmation. Cette OAP, tout comme la zone Acl qui lui est dédiée, à une emprise de 6830 m².

Cette OAP a pour vocation de :

- Assurer que les aménagements et constructions réalisés ou restant à réaliser n'engendrent aucune artificialisation des sols et soient à ce titre réversibles
- Limiter l'emprise au sol des constructions et l'étendue des aménagement aux stricts besoins structurels du projet.

A ce titre, les constructions ne devront pas dépasser au total 750m² d'emprise au sol, soit 400m² de chapiteau, 200m² de barnums, 100m² de caravanes d'accueil et sanitaires, ainsi que 40m² de voltige.

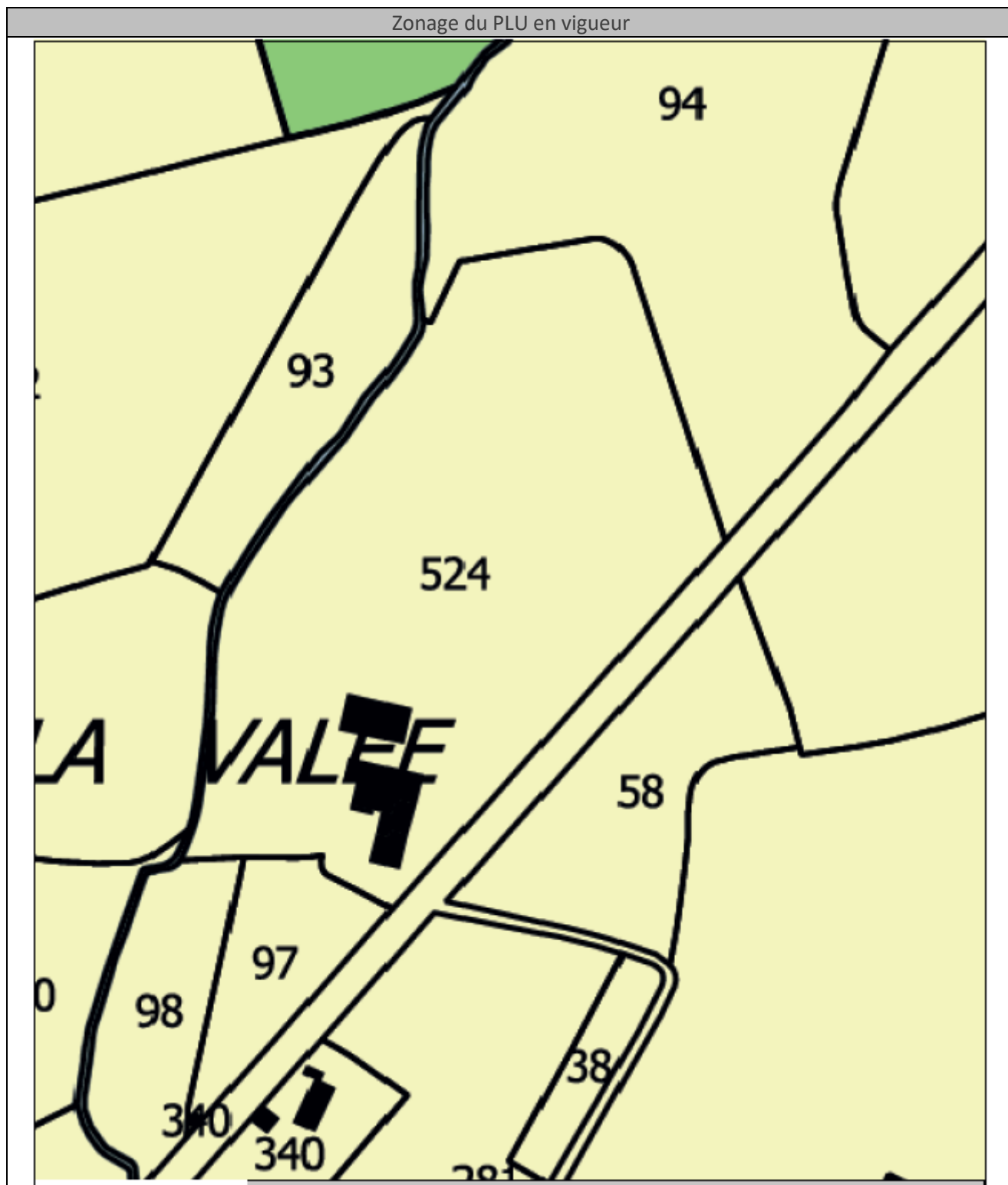
Concernant les espaces réservés pour le stationnement, l'OAP prévoit de ne pas dépasser les aménagements réalisés jusqu'alors, soit 600m² d'espaces perméables à l'écoulement et à l'infiltration des eaux de pluie.

L'OAP insiste sur un point : l'accès au site donnant directement à la Route Départementale, en conformité avec les prescriptions du conseil départemental, il sera demandé que la zone d'insertion des véhicules soit dimensionné pour assurer l'insertion paysagère et la sécurité des usager. Le site devra comporter une aire de giration adaptée pour les bus, et cette dernière devra être réalisé à l'intérieur du site. Ceci pour éviter

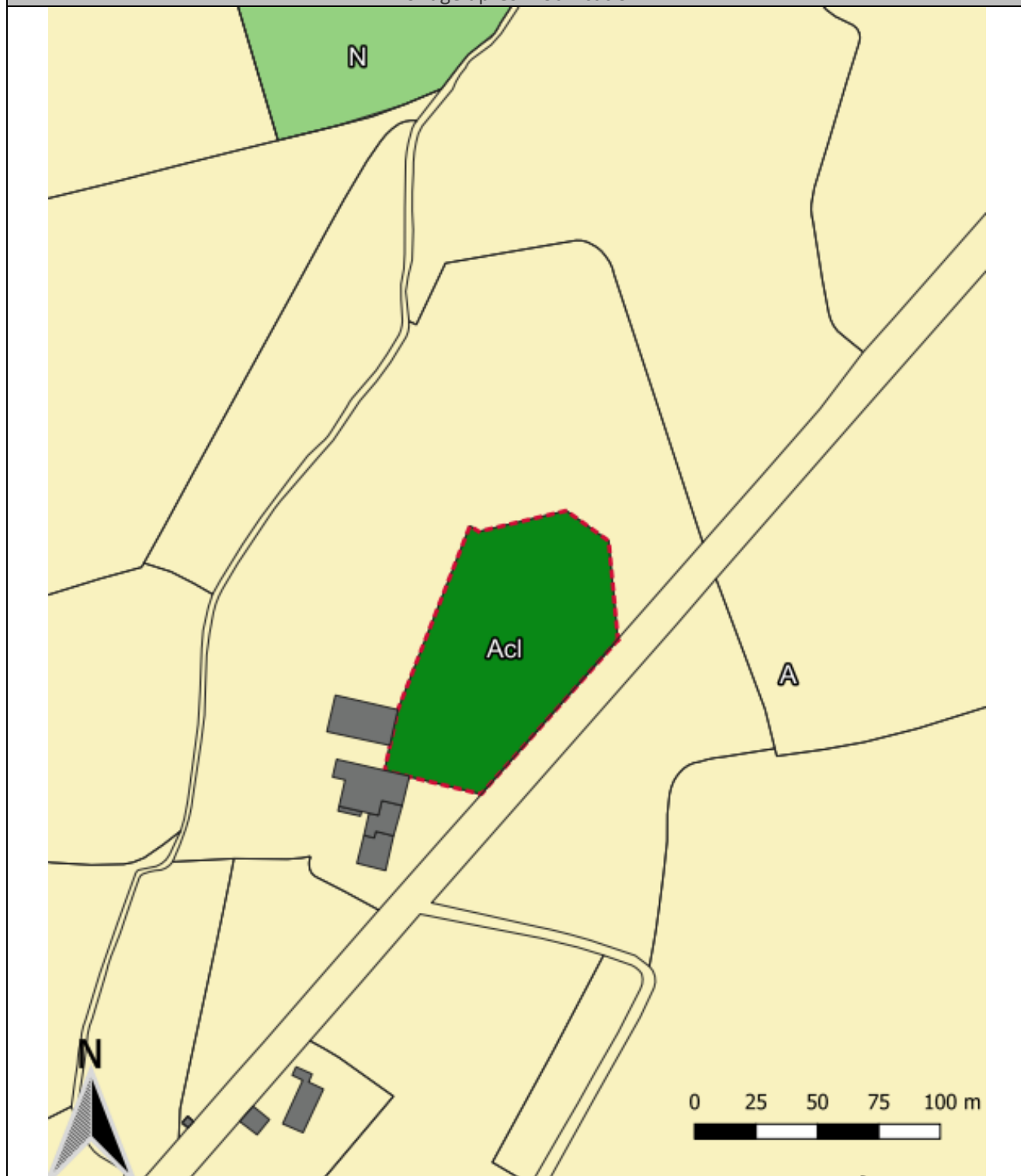
toute mise en danger des véhicules et des voyageurs. Et pour éviter tout impact sur les circulations sur la voie.

V.3 Modification du règlement graphique

Une nouvelle sous-zone sera instituée dans le plan de zonage. Il s'agit d'une zone Acl, d'une emprise de 6830 m² au total.



Zonage après modification



VI - COMPATIBILITE AVEC LE PADD ET LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME

Les modifications apportées dans ce document, compte-tenu de leur impact marginal en matière de droit à construire et compte-tenu des dispositions mises en place pour encadrer ces nouveaux droits à construire, n'ont pas d'incidence sur les objectifs et orientations du PADD et du SCoT. Certaines dispositions tendent d'ailleurs à répondre favorablement à certains de ces objectifs.

VI.1 Compatibilité avec le PADD du Plan Local d'Urbanisme

I Saint-Trivier-sur-Moignans, un territoire attractif et accueillant	
I-1 S'appuyer sur le bourg pour organiser le développement urbain	
Privilégier le renouvellement urbain du centre : Occuper les espaces interstitiels libres en permettant la réhabilitation du bâti ancien et le comblement des dents creuses. Soit 30 à 50 constructions nouvelles au sein du tissu urbain	La présente procédure a pour but d'instituer un STECAL en zone agricole. Ce STECAL n'a pas pour vocation la création de nouveaux logements La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
Comblent l'enveloppe bâtie en urbanisant le secteur Sud-Ouest du Bourg et en utilisant du foncier communal en entrée de ville Ouest. L'idée étant de conforter le développement au sein de zones à urbaniser de taille raisonnable à l'Ouest du Bourg	La présente procédure ne fait pas évoluer ce secteur, ni le règlement qui lui est lié. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
Maitriser le bâti diffus, notamment en encadrant le développement en dehors du bourg de St Trivier	La présente procédure permet la création d'un STECAL afin de légaliser une situation existante. Au contraire, le règlement écrit apporte des garanties et permettra de mieux encadrer les aménagements sur le domaine situé au Lieu-dit « La Vallée ». Ce règlement assurera notamment qu'aucune construction nouvelle ne sera tolérée sur ce site, hormis des équipements légers et démontables sans implication néfaste sur les espaces agricoles et naturels. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
I-2 Renforcer la complémentarité des secteurs d'équipements	
Conforter le centre bourg comme cœur de vie. Requalifier les espaces publics du centre-bourg et renforcer la centralité de ces espaces centraux. Procéder à la mise en valeur du patrimoine vernaculaire et bâti communal.	La présente modification a pour objet la création d'un STECAL permettant des aménagements modérés sur un site déjà existant en zone agricole. Il n'entraîne aucune modification sur les partis pris d'aménagement dans le centre-bourg de St Trivier. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.

Consolider l'offre d'équipements afin que le développement communal s'inscrive en harmonie avec le gabarit et l'étoffement des équipements disponibles.	<p>Les évolutions apportées via ce nouveau STECAL n'apporte aucune modification sur ce point. Tout au plus, il permet l'étoffement des équipements présents sur la commune.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
Développer le maillage de circulations douces afin de faciliter l'accès au centre-bourg et contribuer à l'évolution positive du cadre de vie	<p>La présente modification ne porte pas sur ces éléments.</p> <p>Elle s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
I-3 Apaiser les circulations	
Aménager un contournement par l'Est et une voie de desserte à l'Ouest.	<p>La modification n°3 ne modifie pas cet objectif. La voie de contournement est déjà aménagée en 2023.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
Requalifier la rue Montpensier et le chemin des rails	<p>La modification n°3 ne modifie pas cet objectif. Ces aménagements ne sont pas remis en cause.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
Aménager des espaces partagés. Mettre à niveau les circulations afin de faciliter la multimodalité des modes de transports au sein du bourg	<p>La modification n°3 ne modifie pas cet objectif. Ces aménagements ne sont pas remis en cause.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
Améliorer l'accès au transport en commun : densifier les abords des arrêts de bus	<p>La modification n°3 ne modifie pas cet objectif. Ces aménagements ne sont pas remis en cause.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
I-4 Soutenir une économie locale de proximité	
Offrir de l'emploi pour garder notre bourg actif, notamment en contribuant au développement économique du territoire (zones d'activités notamment)	<p>La présente modification ne porte pas sur ces éléments et ne remet pas en cause le développement des activités économiques sur la commune.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
Soutenir l'offre de commerces et services pour un centre bourg vivant : maintenir le tissu commercial de proximité	<p>La présente modification ne porte pas sur ces éléments et ne remet pas en cause le développement des activités commerciales sur la</p>

	<p>commune.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
Pérenniser l'activité agricole, notamment en recentrant l'urbanisation sur le bourg et en préservant les terres agricoles à forte valeur agronomique	<p>Dans le cadre de cette procédure, il est question d'instituer un STECAL en zone agricole. Néanmoins, les aménagements tolérés via le règlement modifié, sont des aménagements légers, démontables et sans impact sur les activités agricoles. Le terrain sur lequel ce projet s'inscrit a été cédé dans le cadre d'une convention avec la SAFER de l'Ain. La vocation de cette espace n'est donc pas incompatible avec les activités agricoles.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
Concevoir un projet respectueux de l'environnement et des paysages	
II-1 Un projet soucieux de respecter son environnement	
Protéger l'environnement : notamment en protégeant les noyaux de biodiversité : ZNIEFF de type 1 et sites Natura 2000	<p>La présente modification est vertueuse en la matière, puisque via l'aménagement d'un espace à vocation de loisirs qu'elle encadre, elle assure le maintien des corridors écologiques (protection des abords du Masanand assuré par le règlement écrit). Par ailleurs, le site de projet n'est ni situé en site Natura 2000, ni à proximité d'une zone humide.</p> <p>Du fait que le règlement impose dans cet espace, des aménagements légers, avec une emprise au sol contrôlée, un système d'assainissement autonome de qualité, et surtout des constructions démontables et respectueuses des lieux, il assure le respect des sensibilités environnementales sur ce site.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD et ajoute des garanties supplémentaires en la matière.</p>
Identifier et préserver la trame verte et la trame bleue : protéger les haies, les étangs et les cours d'eaux qui agissent en corridors écologiques.	<p>La présente modification ne modifie pas les éléments réglementaires permettant de respecter cet objectif. Le règlement indique déjà, au travers e ces articles, l'interdiction de construire à moins de 8 mètres des cours d'eau, notamment aux abords du Masanand.</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.</p>
Privilégier les formes urbaines et les constructions économes en énergie. L'enjeu étant de fortifier les densités au sein des tissus bâtis existants et ainsi contribuer à la limitation des consommations d'espaces naturels agricoles et forestiers.	<p>La mise en place de ce STECAL n'autorisera aucune construction nouvelle. Seules des installations démontables et sans fondations seront autorisées</p> <p>La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD..</p>
Respecter le cycle de l'eau. Prendre en compte ce	Au sein de ce STECAL, il ne sera autorisé que des

cycle dans les projets de constructions / d'aménagement. Assurer la perméabilité des sols et l'infiltration des eaux de pluie à la parcelle afin éviter de saturer les réseaux.	aménagements démontables et sans fondation. Elle autorisera et encadrera l'aménagement d'un STEP autonome et aux normes en vigueur, qui aura notamment pour objectif de respecter les enjeux écologiques des lieux, La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
II-2 Maintenir le cadre rural du territoire	
Préserver la maillage bocager enserrant les constructions	La présente modification n'apporte aucune modification réglementaire qui viendrait contre carrer cet objectif. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
Mettre en valeur des entrées de ville	La présente modification porte principalement sur un terrain situé en dehors du bourg et ne concerne donc pas cet objectif. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
Renforcer la présence de la Nature dans les aménagements urbains	La présente modification porte principalement sur un terrain situé en dehors du bourg et ne concerne donc pas cet objectif. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.

La modification n°3 du PLU permet l'installation de structures et d'aménagements démontables et sans impact sur les espaces agricoles et naturels. Ces aménagements légers sont déjà mis en place depuis plusieurs années. Les seuls aménagements supplémentaires qui seront demandés ne porteront que pour des engagements de mise en sécurité, d'accessibilité et d'hygiène.

Ainsi donc, la présente modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme ne remet pas en cause l'équilibre général du PADD.

VI.2 Compatibilité avec les documents d'urbanisme supérieurs

Le projet de modification ne va pas à l'encontre des orientations des documents d'urbanisme supérieurs. Attendu que le PLU en vigueur a basé sa compatibilité avec le SCOT de la Dombes, lequel retranscrivait les prescriptions des documents d'urbanisme qui lui sont supérieurs ; il est possible d'en déduire que le PLU en vigueur est en compatibilité avec ces derniers.

1. UN TERRITOIRE A REVELER PAR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE CONNECTE ET UNE MOBILITE DURABLE				
Objectif	Sous objectif	Contenu	St Trivier	Compatibilité PLU
1. Renforcer l'attractivité du territoire par la mise en œuvre d'une stratégie de développement économique				La modification N°3 n'a aucun impact sur le développement économique du territoire.
2. Renforcer la structuration commerciale à destination d'une offre de proximité (voir DAAC°				
3. Optimiser et qualifier les zones d'activités économiques et commerciales existantes				
4. Faire évoluer les mobilités du territoire en privilégiant l'intermodalité	4.1. Développer l'offre de transports collectifs de proximité et les pratiques alternatives à la voiture individuelle	Privilégier la connexion aux pôles de bassin de vie et le rabattement vers les gares	Non concerné	La modification N°3 n'a aucun impact sur les déplacements motorisés. Il sera envisagé l'aménagement d'un espace de stationnement et de giration pour les bus, afin de permettre les déplacements de groupes. Attendu que ce site n'est pas situé en zone urbaine, il serait incohérent de favoriser l'accessibilité du site au travers de modes de déplacements doux. Les équipements proposés ici permettent simplement de faciliter les visites sur site, en tenant compte des objectifs imposés par le département de l'Ain vis-à-vis de la RD936.
		Renforcer accès PMR	A appliquer	
		Développer une offre de transports collectif : connecter les points d'intensité et générateur de flux, relier l'offre de transports collectifs aux territoires voisins	Non concerné	
		Orienter les réflexions locales et intercommunales en matière de mobilité/stationnement par la prise en compte de la dimension air-énergie-climat	Non concerné	
		Documents d'urba intercommunaux = OAP thématique organisant les mobilités et permettant d'améliorer la qualité de l'air	Non concerné	
	4.2. Consolider les mobilités multimodales et renforcer le rôle du ferroviaire dans les mobilités du territoire	Doubler ligne ferroviaire entre Villars les Dombes et Bourg en Bresse	Non concerné	
		Passer d'un déplacement automobile uni-modal et individuel à une chaîne de déplacements multimodaux et partagée dont la voiture ne serait qu'un maillon	A appliquer	
		Prendre en compte plusieurs modes de déplacements : - Mobilité douce ou active - Offre en TC - Offre de transport ferroviaire pour déplacements domicile-travail - Offre de mobilité motorisée pour déplacements domicile-travail et de longues distances	A appliquer	
		Coordination des collectivités locales des politiques de	Non concerné	

		déplacement favorisant l'intermodalité (communauté de communes)		
		Faciliter l'intermodalité autour des gares,	Non concerné	
		Aménagements dédiés aux modes actifs, et offre de stationnement, faciliter l'interconnexion des modes, intégration des pôles multimodaux dans l'environnement	A appliquer	
		Préserver les emprises des infrastructures ferroviaires et réserver les emprises foncières aux abords des gares pour mobilité et accessibilité	Non concerné	
		Sécuriser les traversées et cheminements piétons aux abords des gares	Non concerné	
		Intégrer l'usage de la voiture aux abords des gares : si projet accroît significativement l'offre de stationnement, limitation de l'étalement urbain. Et prévoir un mode de gestion et de mutualisation de ces espaces	Non concerné	
	4.3. Favoriser la pratique des mobilités actives dans les déplacements quotidiens et pendulaires	Développer le réseau des modes actifs	A appliquer	
		Permettre la création d'équipements/infrastructures pour réseau de modes actifs de longue distance connectant les polarités du territoire, et pour structurer un réseau de modes actifs de proximité	A appliquer	
		Sécuriser les itinéraires cyclables, cheminements piétons, et pacifier déplacements motorisés dans les zones de partage	A appliquer	
		Prévoir équipements et stationnements de manière adaptée, sécurisée et à proximité des services, équipements, gares	A appliquer	

2. UN TERRITOIRE REMARQUABLE A PRÉSERVER, AVEC UN POTENTIEL ÉCONOMIQUE ET UN CADRE DE VIE RECHERCHÉ			
Objectif	Sous objectif	Contenu	Compatibilité du PLU
1. Mettre en valeur l'identité Dombiste à travers la préservation du	1.1. Protéger les réservoirs de biodiversité	Prise en compte de la TVB : zonage qui doit y limiter la constructibilité (surtout étangs et milieux naturels à leurs abords) Et Affiner la localisation des réservoirs de biodiversité « à préciser » site Natura 2000 (protection semblable)	La modification n°3 du PLU a pour objectif d'acter un ensemble d'aménagements légers déjà présents, à savoir des structures pour les jeux du cirque et une ferme pédagogique, qui sont tous démontables et sans fondations. Les seuls aménagements tolérés en suppléments doivent assurer la sécurité, l'accessibilité et l'hygiène pour le public susceptible d'être accueilli sur site.
		Classer ces espaces prioritairement en zone naturelle (si l'occupation du sol le justifie : boisements, cours d'eau...). Possibilité de classement en zone agricole si occupation et usage	

patrimoine naturel et bâti		du sol correspond. Y limiter la constructibilité par zonage spécifique (en termes de superficie et gabarit)	L'ensemble n'aura aucun impact sur la fonctionnalité écologique du territoire, ni sur les milieux naturels, ni même sur les espaces agricoles. La modification n°3 du PLU ne s'inscrit pas en incompatibilité avec les objectifs du SCOT en la matière.
		Si au sein des réservoirs de biodiversité « à préciser » une zone à urbaniser serait définie, réaliser une analyse d'incidences Natura 2000	
		Classer les espaces déjà urbanisés en zone U	
		Préserver habitats naturels humides d'intérêt (zones humides prioritaires au titre du SAGE, notamment les prairies, les ripisylves, et milieux périphériques des étangs de la Dombes : inscription graphiques visant à leur protection. Idem pour milieux ouverts et boisés appartenant à un réservoir de biodiversité.)	
		Autoriser aménagements légers et réversibles (avec mise en valeur écologique, paysagère et pédagogique) dans les milieux périphériques des étangs de la Dombes identifiés comme réservoirs de biodiversité (mais interdiction des hébergements de loisirs et touristiques)	
		Identifier et préserver les éléments naturels limitant le transfert des polluants d'origines agricoles et urbaines vers les habitats naturels	
		Projet détruisant une surface de zones humides ou à l'altération de sa fonctionnalité doit être compensée à hauteur de 200% de la surface perdue. (Création de nouvelles zones ou remise en état)	
	1.2. Préserver la fonctionnalité écologique du territoire	Classer l'ensemble des espaces agricoles, naturels et forestiers prioritairement en zones naturelle et agricole	
		Identifier et protéger les éléments naturels relais (bois, haies...) participant aux continuités écologiques entre réservoirs de biodiversité	
		Décliner sur les plans de zonage l'emprise des corridors écologiques terrestres et aquatiques définis dans le SCoT (et les maintenir, réduire leur fragmentation, permettre leur restauration)	
		Identifier la trame « turquoise » lors de la déclinaison de la TVB du SCoT	
		Préserver les corridors écologiques aquatiques en définissant	

		dans les documents d'urbanisme locaux une zone tampon d'au moins 10 m de part et d'autre du cours d'eau. Celle-ci sera rendue inconstructible et les imperméabilisations seront également interdites. Cette bande minimale devra être étendue aux espaces de bon fonctionnement des cours d'eau définis en concertation avec les syndicats de rivières	
		Interdiction nouveaux obstacles à l'écoulement des corridors aquatiques (+ réaménagement des existants pour meilleure continuité)	
		Identifier et protéger les corridors écologiques d'intérêt communal	
		Traitement des abords du Parc d'Activité de la Dombes à Mionnay	
		Continuités écologiques locales en cohérence avec les voisines	
		Aménagement de passages à faune sur les principaux tronçons de fragmentation existants ou à l'occasion de projets d'aménagement	
		Protéger espaces verts participant à la nature en ville (espaces verts publics, cœurs d'îlots verts, alignements d'arbres...)	
	1.3. Valoriser les espaces forestiers	Préserver le couvert forestier et cordons boisés avec un règlement adapté ou inscriptions graphiques, prescriptions assurant leur préservation de type EBC ou « éléments de paysage ») et assurer les conditions d'entretiens/restauration	La modification N°3 ne concerne pas les boisements communaux, ni de près, ni de loin.
	1.4. Préserver et valoriser le patrimoine bâti historique, connu et vernaculaire	Recenser les éléments de patrimoine (ordinaire et remarquable) à protéger par inscriptions graphiques avec règlement.	La modification N°3 ne concerne pas le patrimoine historique communal, ni de près, ni de loin.
		Recenser et protéger les itinéraires de modes doux qui desservent des points d'intérêt	
		Conditionner le changement de destination de certaines construction pour préserver le patrimoine identitaire qu'il constitue	
	1.5. Prendre en compte et respecter les silhouettes villageoises	Diag paysager : définir la silhouette villageoise et garantir sa préservation dans les projets (localisation des zones à urbaniser et règles des hauteurs)	La modification n°3 n'entraîne aucune modification des paysages, ni sur la silhouette du bourg de St Trivier.

	1.6. Adopter un vocabulaire architectural et paysager harmonieux	Implantation et qualité architecturale des bâtiments de logements collectifs et constructions à vocation économiques agricoles ou loisirs, ou volume important. Favoriser la rénovation du patrimoine bâti et la construction neuve en cohérence.	Aucune construction nouvelle ne sera tolérée au sein du STECAL institué par la présente procédure, si ce n'est des structures démontables. La modification n°3 du PLU ne s'inscrit pas en incompatibilité avec les objectifs du SCOT en la matière.
	1.7. Préserver et valoriser les points de vue et panorama, qui forgent un caractère identitaire du territoire	Identifier les points de vue remarquables dans le diag paysager (à prendre en compte dans les projets)	La modification n°3 du PLU ne touche pas à ces enjeux, ni de près, ni de loin.
		Protéger les espaces ouverts préservant les vues (maîtrise de l'urbanisation et du développement végétal)	
	1.8. Valoriser les itinéraires pédestres et voies vertes, vecteurs d'images identitaires du territoire naturel et culturel	Meilleure structuration des itinéraires modes actifs existants	
		Identifier les itinéraires de découverte avec les acteurs agricoles (y compris sur parcelles privées) Des emplacements réservés pourront être mis en place	
		Organiser continuités supra-communales	
		Favoriser l'intégration paysagère (clôtures végétales...) des constructions existantes qui bordent ou sont visibles depuis les routes touristiques de la Dombes	
2. Gérer les paysages du quotidien, porteurs d'un cadre de vie de qualité	2.1. Affirmer des limites nettes entre les entités urbaines	Ne pas créer de nouveaux continuum urbains entre hameaux ou centre-bourgs	La modification n°3 du PLU ne touche pas à ces enjeux, ni de près, ni de loin.
	2.2. Assurer la qualité des entrées de ville et franges urbaines	Identifier et protéger les motifs paysagers mettant en valeur les entrées de villes/bourgs	
		Repérer dans le diag paysager les entrées de villes et les franges urbaines peu qualitatives	
		Elaborer une OAP pour les secteurs peu qualitatifs pré-ciblés (améliorer leur lisibilité et qualité)	

	2.3. Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités et des bâtiments agricoles	Intégration paysagère des bâtiments d'activité, et inciter un traitement qualitatif renforcé des zones d'activités localisées le long des axes routiers majeurs	La modification n°3 du PLU ne touche pas à ces enjeux, ni de près, ni de loin.
		Dans secteur d'intérêt paysager, favoriser des zones agricoles non constructibles. Favoriser le regroupement des constructions de l'exploitation dans la zone agricole.	
3. Préserver et valoriser les exploitations et productions agricoles et piscicoles	3.1. Protéger les espaces agricoles du territoire	<p>Limiter l'impact du développement sur les espaces agricoles et garantir leur fonctionnalité en concertation avec le monde agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protéger le foncier participant à la production AOC et leur potentiel de production - Limiter le morcellement des exploitations - Interdire l'enclavement bâti des sièges d'exploitation - Assurer l'accès des exploitations aux véhicules agricoles et aux troupeaux - Préserver des zones tampons autour des bâtiments d'exploitation - Identifier et préserver les espaces « tampons » paysagers et multifonctionnels autour des zones urbaines pour organiser espaces transition - Favoriser le zonage agricole autour des sièges d'exploitation - Identifier les bâtiments remarquables et autoriser leur changement de destination et leur réhabilitation (si viabilisation suffisante) 	Le lieu-dit « La Vallée » a été acquis par le biais d'une convention signée avec la SAFER en 2021. Le site est dédié à une activité compatible avec la vocation agricole du secteur, puisqu'il y est déjà exercé une activité de pension équine et d'élevage. Les activités connexes : ferme pédagogique et arts du cirque, du fait de leur caractère démontable et sans impact sur le site, s'inscrivent en continuité de ce type d'activité et n'apportera aucune nuisance à l'activité agricole communale dans son ensemble.
		Développer une économie des circuits courts	
		Assurer le maintien et la valorisation des labellisations des productions agricoles (particulièrement la filière piscicole)	
		Développer agriculture respectueuse de l'environnement	
	3.2. Valoriser les produits locaux et développer une agriculture de proximité	Délimiter à la parcelle les espaces agricoles à enjeux (voir diags agricoles)	Le projet de STECAL ne touche pas aux opportunités de développement des activités agricoles. Elle est circonscrite sur un secteur qui s'inscrit dans la continuité d'une activité compatible avec ce type de destination.
		Préserver les espaces agricoles dont la préservation est un intérêt général (qualité de production, paysages, situations géographiques)	

		Développer les constructions et installations pour transformation/commercialisation/Conditionnement des produits agricoles (si c'est dans le prolongement de l'acte de production)	
4.Développer une offre touristique complète, attractive et structurée	4.1. Mettre en réseau les sites et équipements touristiques du territoire	Affirmer le positionnement touristique de la Dombes, à une échelle élargie.	<p>La modification n°3 du PLU a un impact positif sur le développement touristique du territoire.</p> <p>En instituant, au travers de ce STECAL, le développement d'une activité de loisirs liée aux arts du cirque ainsi qu'une ferme pédagogique, le PLU favorise un vecteur d'attractivité, à la fois scolaire et touristique pour le territoire.</p>
		Promouvoir et développer un parcours touristique complet : <ul style="list-style-type: none"> - Mise en réseau des principaux sites touristiques - Développement et diversification des activités touristiques (vert, de loisirs, patrimonial, culturel...) - Valoriser les produits, savoirs faire et gastronomie locale - Développer services touristiques en conséquence 	
		Développement du tourisme lié au patrimoine paysager et bâti	
		Accompagner les initiatives locales en faveur de l'animation culturelle, de loisirs, touristique et associative	
		Maintien des étangs et développement des activités connexes dans l'économie dombiste	
	4.2. Développer les services en lien avec un tourisme de séjour	<ul style="list-style-type: none"> - Développement et mise en réseau des circuits touristiques de randonnée - valorisation des éléments du patrimoine 	
		Développement et diversification d'hébergements touristiques qualitatifs	
		Autoriser une offre d'hébergement touristique dans les anciens de corps de ferme d'intérêt patrimonial raccordés aux réseaux, non rattachés à une exploitation agricole	
		Promouvoir le développement d'hébergements touristiques au sein de l'enveloppe bâtie des centres-bourgs et villages en privilégiant la réhabilitation, traitement de vacance et construction en dent creuse)	
		Développement des hébergements insolites et de plein air, activités sportives et à sensation et circuits touristiques	

3. UN TERRITOIRE ACCUEILLANT GRACE A UN DEVELOPPEMENT ECO-RESPONSABLE

Objectif	Sous objectif	Contenu	St Trivier	Compatibilité du PLU
1. Limiter la consommation d'espaces naturels et maîtriser le développement urbain	1.1. Conforter l'organisation multipolaire du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'un développement structurant sur les pôles de bassin de vie en différenciant les communes équipées d'une gare ferroviaire - Conforter les pôles de proximité en différenciant les communes équipées d'une gare ferroviaire - maîtrise de l'évolution résidentielle des villages <p>Le développement veillera à prendre en compte les influences exercées par les territoires extérieurs</p>	St Trivier est identifiée comme pôle de proximité sans gare	<p>La modification N°3 ne modifie pas les conditions de constructibilité et d'organisation territoriale de la commune.</p> <p>Le STECAL institué dans le cadre de cette procédure n'autorise que des constructions légères de loisirs, démontables. Il ne permet pas la création de constructions supplémentaires, ni de logements nouveaux en dehors du bourg de Saint Trivier.</p>
	1.2. Construire prioritairement au sein de l'enveloppe bâtie	<p>Délimiter précisément les enveloppes bâties (à la date du début du scénario résidentiel soit janvier 2018) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Correspond au parcellaire bâti des constructions existantes avec continuité urbaine - En limite de zones agricoles ou naturelles, l'enveloppe bâtie pourra couper une parcelle de grande taille - Les groupements de moins de 5 bâtiments d'habitation ne sont pas pris en compte dans l'enveloppe bâtie - Les tènements fonciers libres de plus de 5000m² au sein des enveloppes bâties ne seront pas considérés comme urbanisés. Ils peuvent être ouverts à l'urbanisation ou maintenus en espace agricole ou naturel. 	A appliquer	
		Enveloppe bâtie compacte (frein de l'urbanisation le long des routes et limitation du mitage)	A appliquer	
		Identification au sein des enveloppes bâties du potentiel d'optimisation foncière : dents creuses, secteurs avec parcelles divisibles, secteurs stratégiques	A appliquer	
		Privilégier le comblement du foncier libre	A appliquer	
		Favoriser le renouvellement du tissu bâti dégradé (renouvellement urbain)	A appliquer	
		Mobilisation des parcelles divisibles au sein de l'enveloppe bâtie	A appliquer	
		Déterminer, organiser et justifier la mobilisation ou la rétention de ce potentiel foncier au sein de l'enveloppe bâtie pour	A appliquer	

		développer		
		OAP pour tous tènements fonciers libres ou parcelles divisibles au sein de l'enveloppe bâtie de plus de 5000m ²	A appliquer	
	1.3. Limiter l'étalement urbain	Extension urbaine en continuité de l'existant	A appliquer	
		Prioriser et arbitrer sur le choix de spatialisation des zones d'extension en se basant sur le diagnostic agricole (Annexe 2 du SCOT). Diag a affiné pour préciser le parcellaire à enjeux. Les secteurs présentant des enjeux agricoles forts et très forts ne doivent pas faire l'objet d'extensions.	A appliquer	
		Prioriser les zones d'extensions au plus proche des centralités (éviter en entrée de ville ou veiller à l'intégration paysagère)	A appliquer	
		Interdire les extensions greffées à des groupements d'habitations de faible importance (sauf si l'influence historique de ce groupement de construction communale le justifie ou si elles se situent à proximité d'une commune voisine plus importante ou en continuité de son enveloppe bâtie.	A appliquer	
		<p>Limiter la création de surfaces de plancher pour habitations hors de l'enveloppe bâtie. Elles pourront faire l'objet d'extensions limitées du bâti ou d'annexes fonctionnelles limitées sans compromettre l'activité agricole ou paysagère.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déterminer les surfaces de plancher et/ou les pourcentages de coefficient d'emprise au sol dans le règlement - Ces secteurs ne pourront pas faire l'objet de nouvelles constructions à vocation résidentielle 	A appliquer	<p>La modification N°3 suit les préconisations de la CDPENAF de l'Ain en matière de développement résidentiel en zone A et N.</p> <p>Le STECAL institué dans le cadre de cette modification de PLU n'autorise aucune construction nouvelle, hormis des structures démontables.</p>
		Repérer les bâtiments agricoles qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination (sans compromettre l'exploitation agricole, la qualité paysagère la capacité des infrastructures) car intérêts architecturaux ou patrimoniaux	A appliquer	
		<p>Définir des extensions des enveloppes bâties :</p> <p>Limite maximale de 85 hectares (à l'échelle du SCoT, horizon 2035), consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de 5ha par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12ha : pôles de bassin de vie avec gare (surface d'extension/an = 0,7ha) 	A appliquer	La modification N°3 du PLU ne reprend pas les limites des zonages urbains, n'apporte aucune modification structurelle au projet de développement, ni aux opportunités de développement résidentiel communal.

		<ul style="list-style-type: none"> - 12ha : pôles de bassin de vie sans gare (surface d'extension/an =0,7ha) - 20ha : pôles de proximité avec gare (surface d'extension/an =1,2ha) - 8ha : pôles de proximité sans gare (surface d'extension/an =0,5ha) - 33ha pour les villages (surface d'extension/an =1,9ha) 		
	1.4. Renforcer l'urbanisation des communes équipées d'une gare et des quartiers à proximité immédiate	Densifier les quartiers autour des gares et améliorer leurs qualité de vie	Non concerné	
		Favoriser et permettre : les opérations de renouvellement urbain (notamment tissu pavillonnaire), comblement dents creuses, extensions à proximité des gares	Non concerné	
		Diversifier les fonctions urbaines autour des gares (au regard de l'offre ferroviaire)	Non concerné	
2. Diversifier et renouveler l'offre de logements pour répondre aux besoins des ménages	2.1. Diversifier l'offre de logements pour faciliter les parcours résidentiels	Diversifier le parc de logements et de produits spécifiques	A appliquer	
		Favoriser les projets mixtes au sein des opérations d'ensemble de plus de 5000m ² de foncier recherchant une diversification des formes bâties et une programmation mixte de typologies de logements	A appliquer	
		Localiser la production de logements collectifs de petites et moyennes surfaces surtout dans ou proche des centralités et des pôles de bassin de vie	A appliquer	
		Permettre la production de logements modulables	A appliquer	
		Garantir les conditions d'accueil des gens du voyage	A appliquer	
	2.2. Garantir une mixité sociale pour améliorer l'accès au parc de logements	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre dans les pôles de bassin de vie et pôles de proximité avec gare la production de 20% min de logements locatifs aidés dans la production globale de logements neufs : objectif 20% de logements locatifs aidés dans le parc de résidences principales - Permettre dans les pôles de proximité sans gare la production de 15% min de logements locatifs aidés dans la production globale de logements neufs : objectif 15% de logements locatifs aidés dans le parc de résidences principales - Adapter dans les autres polarités la production de logements locatifs aidés en fonction des besoins de la commune (maintien 	Adapter la production de logements locatifs aidés en fonction des besoins de la commune (et maintenir le niveau actuel)	

		du niveau actuel)		
	2.3. Favoriser la réhabilitation de logements anciens	Favoriser la réhabilitation des logements anciens et le renouvellement des ilots dégradés (ces opérations doivent s'intégrer au tissu urbain et aux caractères architecturaux)	A appliquer	
3. Renforcer le lien social sur le territoire et faire émerger des opérations qualitatives		Prise en compte pour toute opération résidentielle de plus de 5000m ² d'emprise foncière la qualité des espaces communs et la création d'équipements collectifs	A appliquer	La modification n°3 du PLU ne prétend pas toucher à la qualité des aménagements d'ensemble du territoire, notamment en zone urbaine.
		Intégrer les opérations résidentielles dans le tissu urbain, penser aussi à la mobilité et aux liens avec ce tissu	A appliquer	
		Conduire une réflexion d'ensemble sur l'aménagement des secteurs situés au sein de l'enveloppe urbaine	A appliquer	
		Diversifier les formes urbaines pour toute opération d'ensemble de plus de 5000m ²	A appliquer	
		Règlementer les formes urbaines et architecturales des constructions (intégration dans la trame traditionnelle mais permettant des innovations architecturales qualitatives)	A appliquer	
		Interdire les grandes opérations uniquement d'habitat pavillonnaire en périphérie	A appliquer	
4. Conduire un développement durable et résilient	4.1. Densifier le territoire en s'intégrant aux contextes urbain et paysager	<p>Le développement résidentiel, en dents creuses ou au sein des tènements fonciers libres, devra respecter les objectifs moyens de densités nettes d'environ :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 40 logements à l'hectare pour les pôles bassins de vie avec gare, ▪ 35 logements à l'hectare pour les pôles bassins vie sans gare, ▪ 35 logements à l'hectare pour les pôles de proximité avec gare, ▪ 30 logements à l'hectare pour les pôles de proximité sans gare, ▪ 20 logements à l'hectare pour les villages. <p>Le développement résidentiel en extension devra respecter les objectifs moyens de densités brutes d'environ :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Environ 25 logements à l'hectare pour les pôles bassins de vie avec gare, ▪ Environ 20 logements à l'hectare pour les pôles bassins vie sans gare, ▪ Environ 20 logements à l'hectare pour les pôles de proximité 	<p>Objectif pour St Trivier :</p> <ul style="list-style-type: none"> -30 logements à l'hectare au sein de l'enveloppe urbaine -15 logements à l'hectare en extension 	La modification N°3 du PLU n'aura pas impact sur ces enjeux. La mobilisation et la densification du tissu urbain ne sont pas impactés par cette procédure.

		<p>avec gare,</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Environ 15 logements à l’hectare pour les pôles de proximité sans gare,▪ Environ 13 logements à l’hectare pour les villages. <p>Des densités plus faibles ou plus importantes peuvent être appliquées en fonction de la localisation de l’opération et de son environnement</p>		
4.2. Prévenir les risques naturels pour la protection des personnes et des biens	Cohérence avec PPR : zonages règlementaires des PPRn + traduire dans le règlement les prescriptions écrites	Pas de PPR	Le secteur de STECAL institué par la présente procédure n’est pas susceptible d’être troublé par des risques naturels et technologiques. Le site est implanté à distance raisonnable de tout EPCI agricole, de tout périmètre de réciprocité, à distance raisonnable également des canalisations de gaz et d’hydrocarbures qui traversent la commune de part en part. Il n’envisage aucun impact notable sur le Masanand, dont le cours permet de canaliser les écoulements d’eau en période forte pluie.	
	En l’absence de documents règlementaires : <ul style="list-style-type: none">- Exclure en priorité tout développement des zones de risque et d’aléa connus,- À titre exceptionnel, si aucune autre solution n’est envisageable, mener une étude de risques permettant de préciser le risque (et les impacts du projet. Cette étude devra être conduite à l’échelle la plus pertinente- Adapter la constructibilité de la zone en conséquence	A appliquer		
	Interdire de construire sur les zones d’expansion de crues existantes	A appliquer		
	Limiter l’imperméabilisation des sols et préserver les éléments naturels qui participent à la gestion du ruissellement et la rétention des sols ;	A appliquer		
	Compenser, à hauteur de 1 pour 1, la suppression, dûment justifiée, de tout ou partie de haies identifiées et protégées Les nouvelles haies implantées du fait de cette compensation doivent présenter un intérêt au moins égal au regard des fonctionnalités écologiques et hydrauliques des haies supprimées	A appliquer		
	Définir un seuil minimum de coefficient d’espace vert de pleine terre dans les espaces soumis à de fortes problématiques de ruissellement	A appliquer		
	Dans les secteurs affectés par des mouvements de terrain les	Pas de		

		projets urbains adapteront leur conception (notamment en termes de fondation) à la nature et l'intensité de l'aléa.	secteurs affectés par des mouvements de terrain	
	4.3. Prendre en compte le risque technologique dans les dynamiques de développement des territoires	Respecter la mise à distance de l'urbanisation au regard des sites à risque identifiés sur le territoire. Mise à distance adaptée selon la nature du risque et le contexte de la zone concernée	A appliquer	
		Localiser préférentiellement dans des zones dédiées les nouvelles ICPE, autres que des exploitations agricoles et ne relevant pas de services de proximité participant à la mixité des fonctions	A appliquer	
		Recenser les sites pollués présents sur le territoire. Réfléchir à leur intégration dans les objectifs de renouvellement urbain et à leur réinvestissement par l'urbanisation	A appliquer	
		Interdire la construction d'établissements accueillant des publics sensibles sur les anciens sites industriels pollués en l'absence de toute mesure de remédiation de la pollution	Non concerné	
		Prise en compte des canalisations de Transport de Matières Dangereuses et leurs servitudes. Les établissements recevant du public (ERP) sont interdits à leur proximité immédiate	A appliquer	
		Interdire l'implantation d'un établissement recevant du public (ERP) sur un site industriel en reconversion lorsqu'il présente un risque de pollution des sols, et en l'absence d'action de dépollution	Non concerné	
		Porter une attention particulière à l'installation d'activités artisanales au sein du tissu urbain au regard de la proximité de populations sensibles (écoles, établissements de santé...), milieux naturels...	A appliquer	
		Prévoir des espaces tampon entre les habitations et les zones d'activités économiques	A appliquer	

	4.4. Maîtriser l'ambiance sonore	Localisation de nouveaux programmes de logements ou d'établissements sensibles : privilégier des secteurs épargnés par les nuisances sonores, notamment en dehors des abords des axes très fréquentés (RD1083, RD936, RD904, RD22) et intégrer les mesures définies dans le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) et les arrêtés préfectoraux relatifs aux nuisances sonores ;	A appliquer	Du fait de sa proximité avec la RD936, le site est sensible aux nuisances sonores. C'est pourquoi notamment, le règlement interdit toute construction à moins de 10 mètres de l'axe de la voie.
		Développer en épaisseur des zones urbaines existantes, plutôt que de manière linéaire le long des axes majeurs	A appliquer	
		Intégrer les incidences de nuisances sonores pour les populations dans la conception/création des projets pouvant générer des nuisances sonores.	A appliquer	
		Si développement inévitable de nouvelles zones d'habitat, ou équipements sensibles, dans des secteurs bruyants, mise en œuvre de dispositifs de réduction du bruit et d'isolation acoustique	A appliquer	
	4.5. Réduire les consommations énergétiques	Générer les règles du bio climatisme dans la conception du bâtiment neuf. Pour la réhabilitation : <ul style="list-style-type: none"> - Identifier dans les PLH les secteurs sensibles à la précarité des ménages pour cibler et prioriser les actions de réhabilitation, - Autoriser et favoriser l'isolation du bâti existant par l'extérieur. Cela en permettant l'installation des dispositifs à cet effet dans les marges de retrait et de recul des constructions, au-delà des limites de hauteur maximale, sans altérer les qualités patrimoniales d'édifices. 	A appliquer	La procédure en cours ne modifie en aucun cas les possibilités de développement des énergies renouvelables et biosourcées. Aucun impact en la matière.
	4.6. Développer la production d'énergies renouvelables	Augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique des consommations (équivalent à 10% du mix actuellement) : <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'implantation de dispositifs de production d'énergie renouvelable sur le bâti existant, (intégration paysagère) 	A appliquer	

		<ul style="list-style-type: none"> - Diversifier si possible l'activité agricole en développant la méthanisation, à l'échelle d'une ou plusieurs exploitations (mutualisation) (d'abord dans les zones desservies par le réseau de gaz), - Encourager les dispositifs d'exploitation de l'énergie solaire, pour les constructions des bâtiments publics et les toitures importantes - Favoriser le développement d'une filière bois-énergie - Étudier la faisabilité de l'implantation d'un réseau de chaleur pour les projets urbains présentant une densité suffisante, - Identifier les zones présentant un potentiel d'exploitation de la géothermie et y autoriser les exhaussements et affouillements de sols, - Identifier espaces propices au développement de fermes solaires et centrales photovoltaïques (garantir la préservation des espaces agricoles fonctionnels) 		
5. Equiper le territoire en cohérence avec le développement envisagé	5.1. Améliorer l'accès aux services et aux équipements	Développement économique et résidentiel par équipement en très haut débit (notamment en fibre optique) Priorité à la desserte des zones d'activités numériques	A appliquer	La modification n°3 n'a aucun impact et ne modifie en rien ces éléments.
		Concevoir avant leur aménagement la connexion au THD des zones d'activités.	A appliquer	
		Equiper prioritairement les établissements publics	A appliquer	
		Garantir un accès au très haut débit au plus grand nombre	A appliquer	
		Coordonner l'offre en équipements publics communaux ou intercommunaux avec l'évolution de la population et prévoir les emplacements spécifiques	A appliquer	
		Implanter de nouveaux équipements et services prioritairement à proximité des centralités commerciales et/ou médicales pour les renforcer ou, intégrer une accessibilité tous modes, (favoriser la mutualisation)	A appliquer	
		Améliorer l'accès aux services de santé		
		Adapter les équipements spécialisés dédiés aux personnes âgées	A appliquer	

	5.2. S'inscrire dans la protection durable de la ressource en eau potable	Assurer une occupation du sol à vocation d'espaces naturels ou agricoles dans les périmètres de protection des captages d'eau existants et dans les zones stratégiques de sauvegarde actuelles et futures (idem pour les zones de captage et des zones de sauvegarde qui ne font pas l'objet d'une DUP)	Non concerné	Le Site est raccordé au réseau d'eau potable de la commune. Les installations pressenties sur le site de STECAL sont des constructions légères et démontables. A ce titre, ces installations ne sont pas susceptibles de générer des soucis d'écoulements d'eau, ni d'infiltration, ni de rejet de polluants.
		Imposer pour les opérations neuves ou de réhabilitation la récupération des eaux de pluie pour réutilisation à des fins non sanitaires Le rejet vers les fossés alimentant les étangs peut être envisagé	A appliquer	
		Limiter l'implantation d'activités présentant un risque pour la qualité de la ressource en eau souterraine dans les périmètres de protection éloigné et les secteurs stratégiques de niveau 3 identifiés par le SAGE (Villette-sur-Ain et Chatillon-la-Palud)	Non concerné	
		Éviter toute implantation d'activité pouvant générer un risque de pollution accidentelle et/ou chronique de la nappe au niveau des secteurs stratégiques de niveaux 1 et 2 pour l'AEP identifiés par le SAGE	Non concerné	
		Les communes vérifient la cohérence de leur projet de développement au regard de la disponibilité de la ressource et des capacités d'approvisionnement locales en eau potable	A appliquer	
	5.3. Favoriser l'amélioration des conditions d'assainissement des eaux usées	Couverture intégrale du territoire en zonage d'assainissement, définissant le type d'assainissement le plus adapté à chaque parcelle (Ce zonage d'assainissement en annexe)	A appliquer	Le site de La Vallée est implanté à distance importante du réseau d'assainissement communal. En raison de sa vocation à accueillir du public, il devient nécessaire de trouver les outils pour gérer au mieux les effluents susceptibles d'être générés sur site. Le règlement autorisera l'installation d'un dispositif d'assainissement autonome, en synergie avec les services du SPANC. L'ouvrage aménagé aura une capacité de traitement adaptée.
		Le dimensionnement du développement des communes est effectué au regard de la capacité des équipements de traitement à prendre en charge les nouveaux effluents générés, de manière satisfaisante, ou à l'engagement de travaux visant une augmentation de la capacité nominale de l'équipement. L'ouverture à l'urbanisation dans les communes desservies par une station d'épuration en situation de surcharge est soumise à la régularisation préalable des équipements	A appliquer	
		Les secteurs déjà desservis par les réseaux d'assainissement collectif sont prioritairement ouverts à l'urbanisation	A appliquer	

	5.4. Poursuivre la mise en œuvre d'une gestion optimale des eaux pluviales	Mise en place de dispositions réglementaires visant à assurer une imperméabilisation minimale des sols dans les aménagements, y compris au niveau des espaces de stationnement	A appliquer	La création de ce STECAL n'entraînera aucune artificialisation de sols supplémentaires, si ce n'est pour la création d'un système d'assainissement autonome, d'environ 30m². Les autres aménagements supplémentaires permettent d'assurer Par ailleurs, la modification ne touche pas aux règles établies en matière de réseau humide.
		Privilégier l'infiltration des eaux dès lors que la nature des sols le permet. Dans le cas contraire, des équipements de rétention permettant un rejet limité dans le réseau d'assainissement seront mis en œuvre	A appliquer	
		Les dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales pourront être mutualisés à l'échelle de plusieurs opérations	A appliquer	
		Dans les zones d'activités économiques ou secteurs susceptibles de générer une pollution spécifique (aires de stationnement...), imposer un pré-traitement avant le rejet des eaux pluviales	A appliquer	
	5.5. Permettre une meilleure valorisation des déchets	Soutenir la création d'une plateforme d'échange entre les activités économiques du territoire afin de mutualiser leurs déchets par recyclage en réintégrant les process	A appliquer	Le site est susceptible de générer des déchets liés à l'accueil de public en zone agricole. Néanmoins, le site est une propriété privée qui sera entretenue par son propriétaire dans un souci d'accueil de qualité et d'hygiène.
		Conforter les initiatives visant à la réduction des déchets, à l'augmentation du volume et de la qualité du tri via une politique de sensibilisation des habitants et des acteurs professionnels	A appliquer	
		Veiller à la bonne adéquation des équipements de collecte des déchets avec les besoins actuels et futurs et prévoir des espaces dédiés à la gestion des déchets suffisamment dimensionnés	A appliquer	
		Favoriser la mise en place du compostage à toute échelle	A appliquer	
		Favoriser la gestion des déchets inertes, notamment issus des chantiers	A appliquer	

Le Schéma de Cohérence Territoriale de la Dombes révisé souhaite que des garanties soient apportées pour circonscrire le développement au tissu urbain existant, et en limitant le mitage urbain. La présente procédure vise à conforter cet engagement.

La modification n°3 porte sur la création d'un espace pouvant accueillir du public en zone agricole. Néanmoins, il s'agit exclusivement d'autoriser des structures démontables et sans aucune fondation. La fonctionnalité écologique et agricole du site en question n'est pas remise en cause. Une remise en état des lieux est aisée dans le sens où les aménagements souhaités (et déjà réalisés) ont un caractère temporaire.

VII – UN PROJET QUI S'INSCRIT DANS UNE DEMARCHE ITERATIVE SOUCIEUSE DE LIMITER SES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

VII.1 Synthèse des impacts et de leur prise en compte

L'évaluation environnementale réalisée sur le site de projet a permis de faire évoluer le contenu réglementaire qui lui était alloué.

Thématique	Impact potentiel	Impact brut	Adaptation du projet proposé ou commentaires liés à ces aléas
Relief et topographie	Pas de modification topographique possible	Nul	
Géologie et nature des sols	La modification du PLU entraîne la possibilité d'une consommation de 1105 m ² (4,4%) de surface au sol en plus des aménagements déjà existants, le projet en prévoit 1080 m ² .	Faible	La traduction réglementaire a été reprise. En tenant compte des aménagements réalisés en 2025 par le requérant, les aménagements restant à réaliser ne dépasseront pas 330m ² .
Occupation des sols	L'impact portera donc sur 1080 m ² (projet) ou pourra porter sur 1105 m ² .	Faible	La traduction réglementaire a été reprise. En tenant compte des aménagements réalisés en 2025 par le requérant, les aménagements restant à réaliser ne dépasseront pas 330m ² .
Hydrologie, hydrogéologie	Au regard des superficies concernées, l'impact de la modification du PLU sur l'imperméabilisation des sols est négligeable. L'impact brut global du projet ANOMIA sur l'hydrologie est considéré modéré en raison du risque de pollution des cours d'eau en phase de chantier et en phase d'exploitation.	Faible à modéré	La traduction réglementaire a été reprise. En tenant compte des aménagements réalisés en 2025 par le requérant, les aménagements restant à réaliser ne dépasseront pas 330m ² .

Météorologie	Les modifications ne sont pas de nature à pouvoir impacter la météorologie locale.	Nul	
Démographie et économie	La création du STECAL ANOMIA permet le maintien d'une activité ludique et pédagogique sur la commune. Elle permet d'augmenter l'attractivité du territoire et offre à la population communale une activité.	Positif	
Agriculture	En ne considérant que le projet, les aménagements portent sur une superficie de 1080 m ² , sur lesquels, l'activité agricole ne pourra plus être effective, et en considérant la modification du PLU, les surfaces concernées sont de 1105m ² (4,4%)	Faible	La traduction réglementaire a été reprise. En tenant compte des aménagements réalisés en 2025 par le requérant, les aménagements restant à réaliser ne dépasseront pas 330m ² .
Artificialisation des sols	La modification du PLU entraîne la possibilité d'artificialiser 1105 m ² d'espace ENAF en plus de l'existant (ou de 1080 avec une vision projet). Si l'on considère que les espaces déjà artificialisés ont été pris en compte dans l'estimation de surfaces à artificialiser pour respecter la loi ZAN, la modification entraîne une consommation de 2,5% des surfaces ENAF artificialisables à l'horizon 2031.	Faible	La traduction réglementaire a été reprise. En tenant compte des aménagements réalisés en 2025 par le requérant, les aménagements restant à réaliser ne dépasseront pas 330m ² .
Habitat et urbanisme	La zone est actuellement incompatible avec l'accueil de public et les loisirs liés aux jeux du cirque. L'activité est aujourd'hui réglementée par une convention signée avec la SAFER avec pour objectif un projet de valorisation agricole, culturel et artistique pour une durée de 30 ans. La création du STECAL permet de réglementer à plus long terme l'activité et les aménagements qui y sont liés, et de fixer des limites à l'artificialisation des sols.	Positif	
Déchets	La modification apportée sur le projet ANOMIA n'entraînera pas une augmentation significative de la production de déchets par rapport à celle déjà engendrée par l'activité.	Négligeable	
Usages de l'eau	En considérant la modification du PLU, 200 m ² supplémentaires d'aménagements démontables sont rendus possibles. Les	Significatif	Le site est appelé à accueillir du public. La consommation d'eau liée à

	constructions n'étant pas spécifiées, il est impossible d'estimer si une consommation d'eau supplémentaire sera induite par ces éléments. En considérant les aménagements permis par le règlement de la zone Acl, de nouveaux aménagements démontables peuvent être réalisés. Sans en connaître la nature, il est impossible d'estimer la charge polluante supplémentaire qui devra être traitée, mais l'impact peut s'avérer significatif. En considérant le nouveau règlement associé au STECAL (zone Acl), des aménagements démontables supplémentaires pourront être mis en place sur une surface maximale de 244 m ² .		cette activité sera négligeable dans le sens où les visiteurs ne seront pas appelés à consommer. L'eau qui pourrait être consommée serait strictement réservée pour les WC, lesquels seront raccordés à une STEP autonome adaptée en gabarit.
Energie	En considérant la modification du PLU, des installations démontables peuvent être aménagées sur le site du STECAL. En fonction de leur usage, ces aménagements pourront induire une consommation d'énergie supplémentaire, qui est actuellement difficilement quantifiable.	Significatif	Les installations réalisées sur ce site ont un caractère saisonnier. Les activités pressenties sont celles d'une école de cirque et de loisirs de plein air, susceptibles de ne pas générer beaucoup de consommation énergétique.
Qualité de l'air et changement climatique	Le bilan carbone associé à la modification N°3 du PLU est estimé à 57 736 keqCO ₂ , soit 0,36% du bilan carbone communal annuel	Très faible	
Transport	L'aménagement d'un accès direct sur une route à trafic marqué et à limitation de vitesse élevée représente un risque pour les usagers de la route.	Fort	Une OAP a été rédigée pour encadrer l'aménagement du site. Il sera demandé que les accès vers la route départementale soient sécurisés. Une demande officielle d'aménagement devra cependant être réalisée auprès des services du département de l'Ain. Lequel adaptera sa signalisation s'il estime nécessaire de le faire.
Environnement acoustique	La modification du PLU apportée pour le STECAL ANOMIA pourra induire des impacts sonores temporaires et localisés en phase de travaux. Le site étant isolé, aucun impact sur les riverains n'est attendu.	Très faible	

Inondations	En considérant la modification du PLU, la surface aménageable avec des matériaux perméables est légèrement supérieure et porte sur 1100 m². Cet impact est considéré très faible. le risque inondation n'est pas augmenté significativement par la modification du PLU.	Très faible	
Mouvements de terrain	Sur la limite ouest du site d'étude, le long du cours d'eau, des berges assez marquées sont retrouvées. Sur celles-ci, le risque de mouvement de terrain est plus important (coulée de boue, effondrement, érosion des berges).	Modéré	L'emprise du STECAL a été revue à la baisse. Les abords du Masanand ont été exclus de l'emprise aménageable et constructible. Par ailleurs, une OAP spécifique a été rédigée. Il est indiqué dans son contenu le devoir de limiter tout impact sur ce ruisseau.
Risque sismique	La modification et le projet de STECAL ne sont pas de nature à augmenter le risque sismique ni à augmenter l'exposition de la population à ses conséquences. L'impact est considéré nul.	Nul	
Risque industriel	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	
Sites et sols pollués	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	
Risque nucléaire et radiologique	Le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	
Transport de matière dangereuse	Le STECAL est situé en dehors des zones de servitudes liées aux ouvrages de transport de gaz et d'hydrocarbures. Il n'augmente donc pas le nombre de personnes exposées à ces risques.	Nul	
Risque de rupture de barrage	Le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	
Autres réseaux et servitudes	Aucun réseau pouvant entraîner des risques pour la santé n'est	Nul	

	présent à proximité directe du site ANOMIA.		
Périmètres d'inventaires de protection et de gestion des milieux naturels	Les différents projets de modification feront l'objet d'une étude d'incidence Natura 2000 simplifiée, intégrée au document.	Nul	
Habitats naturels	La destruction de 1105m ² d'habitats naturels à enjeux faibles, soit 8% de la superficie totale des habitats à enjeux faibles, aura un impact très faible sur les milieux naturels. Lors de la phase chantier, le risque de pollution accidentelle est augmenté. En phase d'exploitation, comme évoqué dans la partie « Hydrologie », l'activité d'élevage pourra entraîner une pollution des eaux et donc une dégradation des milieux environnants en cas de non-gestion des effluents dus à l'élevage notamment.	Modéré	Le PLU ne peut interdire le dépassement d'un nombre d'UGB ou s'usages spécifiques. Les activités présentes à proximité du Masanand sont d'ores et déjà mises en place. Il est complexe de limiter les impacts sur ce milieu sensible à date.
Flore	Les nouveaux aménagements permis par la modification pourraient avoir un impact sur la flore patrimoniale. Les espèces patrimoniales potentielles sont à enjeu fort et protégées, aussi l'impact de la modification du PLU pourra être fort. en phase de chantier, l'impact lié à la dissémination de cette espèce, déjà bien implantée sur la commune, pourra avoir un impact faible.	Fort	La traduction réglementaire a été reprise. En tenant compte des aménagements réalisés en 2025 par le requérant, les aménagements restant à réaliser ne dépasseront pas 330m ² .
Zone humide	L'état initial de l'environnement montre une zone humide bordant le site d'étude à l'ouest, constituée des milieux de ripisylves associés au Masanand. Cette zone humide est située en dehors du périmètre du STECAL et ne pourra donc pas directement être impactée par les aménagements. En phase d'exploitation, une mauvaise gestion des effluents peut être à l'origine d'une eutrophisation des milieux aquatiques et donc d'une dégradation des milieux humides l'accompagnant.	Modéré	Les aménagements déjà réalisés aux abords du Masanand sont difficile à encadrer. L'aménagement d'une STEP autonome neuve permettra de s'assurer de la bonne qualité des effluents qui seront rejetés dans le milieu naturel, et notamment dans le Masanand.
Mammifères	Les aménagements de voirie prévus dans le cadre du projet ne seront pas situés sur ces habitats, aussi l'impact brut de la création du STECAL ANOMIA est seulement lié aux nuisances lors de la phase de chantier. En considérant uniquement le PLU et sans supposer de l'emplacement des futurs aménagements, les impacts	Faible	La traduction réglementaire a été reprise. En tenant compte des aménagements réalisés en 2025 par le requérant, les aménagements restant à réaliser ne dépasseront pas

	pourront porter sur 1349m ² , soit 34% des habitats favorables à la reproduction du Hérisson d'Europe.		330m ² .
Chiroptères	Sur le STECAL ANOMIA, aucun arbre gîte et aucune potentialité de gîte n'a été identifiées lors de l'inventaire terrain. Les différents aménagements permis par le PLU une légère réduction de l'aire d'alimentation des chiroptères en chasse (impacts sur 4,4% du STECAL). La présence d'habitats de reports favorables permet de considérer que cet impact est négligeable.	Faible	La traduction réglementaire a été reprise. En tenant compte des aménagements réalisés en 2025 par le requérant, les aménagements restant à réaliser ne dépasseront pas 330m ² .
Avifaune	En considérant le projet ANOMIA, les impacts porteront sur les milieux ouverts à enjeu modéré et peuvent entraîner la perte de 6,7% des habitats de reproduction ouverts favorables à l'avifaune. L'impact brut est considéré faible. En considérant l'ensemble des surfaces artificialisables concernées par la modification du PLU, 1349m ² d'habitats peuvent être impactés. Si les aménagements se font sur l'emprise des haies et habitats favorables à la reproduction des espèces à plus forts enjeux, l'impact global porte sur au maximum 37% des habitats liés aux espèces à enjeu très fort. L'impact est donc considéré fort. Les travaux sont également à l'origine de nuisances sonores et lumineuses, de production de poussières notamment lors des phases de terrassement. Cet impact temporaire est considéré faible.	Fort	Si l'on considère les aménagements déjà réalisés, le règlement n'autorisera que l'artificialisation de 330m ² supplémentaires tout au plus. Ce qui limitera cet impact.
Reptiles	Les aménagements permis par la modification du PLU peuvent entraîner la destruction de : - 9,5% de l'habitat favorable à la Coronelle lisse et du Lézard des souches, dont 7,8% de manière permanente. L'impact est considéré faible. - 47,5% de l'habitat favorable à la Couleuvre d'Esculape, dont 38,9% de manière permanente, ce qui équivaut à un impact modéré. Lors des phases de chantier, notamment en début de chantier, le risque de destruction d'individu est augmenté. L'impact est donc considéré modéré. Les travaux sont également à l'origine de nuisances sonores et lumineuses, de production de poussières et de vibrations notamment lors des phases de terrassement. Cet impact	Modéré	Si l'on considère les aménagements déjà réalisés, le règlement n'autorisera que l'artificialisation de 330m ² supplémentaires tout au plus. Ce qui limitera cet impact.

	est temporaire et est considéré faible sur les reptiles.		
Amphibiens	Le site est un site de transit et d'alimentation pour les espèces d'amphibien à enjeu faible. Aussi l'impact des aménagements sera négligeable. En phase d'exploitation, une mauvaise gestion des effluents pourra entraîner une dégradation de la qualité des eaux et donc de l'habitat favorable à la reproduction des amphibiens. Si une dégradation est présente, l'impact peut être faible et significatif sur les amphibiens au regard des espèces considérées potentielles dans le Masanand.	Modéré	Si l'on considère les aménagements déjà réalisés, le règlement n'autorisera que l'artificialisation de 330m ² supplémentaires tout au plus. Ce qui limitera cet impact. Par ailleurs, le cours du Masanand, espace sensible sur le plan des amphibiens, a été écarté du STECAL.
Invertébrés	La phase de chantier peut être à l'origine de nuisances sonores, de vibration et de production de poussières qui pourront impacter les espèces. En cas de pollution accidentelle liée aux phases de travaux (poussière notamment), le milieu de reproduction, jouxtant le STECAL, pourrait être dégradé et altéré de manière temporaire. Cet impact est considéré modéré. En phase d'exploitation, sous condition de respecter la réglementation de gestion des effluents, l'activité du STECAL n'aura pas d'impact significatif sur les milieux de reproduction des odonates. En revanche en cas de pollution et de dégradation avérée du cours d'eau, l'impact de l'activité pourra être considéré fort.	Fort	Ces aléas seront difficiles à encadrer.
Patrimoine réglementaire	Les impacts sur l'archéologie sont directement en lien avec les excavations et terrassements que peut entraîner un projet. En ce qui concerne le STECAL ANOMIA, les surfaces pouvant nécessiter des affouillements portent sur 1105 m ² . Sur cette superficie, le risque d'impact sur l'archéologie est augmenté.	Modéré	Si l'on considère les aménagements déjà réalisés, le règlement n'autorisera que l'artificialisation de 330m ² supplémentaires tout au plus. Ce qui limitera cet impact.
Eléments du patrimoine non réglementés	Aucun élément du patrimoine remarquable non réglementé n'est situé à proximité directe du domaine ANOMIA et aucune covisibilité n'est retrouvée.	Nul	
Paysages perçus et co-visibles	Ces modifications entraînent donc une augmentation du caractère artificiel de la zone mais n'entraînent pas de modification	Très faible	

	significative des paysages retrouvés sur le site. En effet, le site présente déjà des parties artificialisées et des équipements spécifiques à l'activité circadienne. Le STECAL est principalement visible de la route départementale D936 et des barrières végétales masquent en partie le site.		
--	--	--	--

Les impacts engendrés par le projet sont pour la plupart, déjà visibles. En effet, l'aménagement d'une ferme pédagogique à proximité du Masanand, et l'aménagement de l'espace réservé à l'école de cirque, sont pour la plupart déjà réalisés. La modification n°3 va encadrer ces derniers, en imposant une limite d'emprise au sol sur le périmètre du « reste à aménager ».

Dans le courant de l'année 2025, la réglementation du STECAL a été mise à jour en tenant compte des aménagements déjà réalisés. Et une Orientation d'Aménagement et de Programmation avec des prescriptions plus qualitatives a été mise en place.